

L'AUDIENCE S'EST DÉROULÉE AU PALAIS D'EL MOURADIA

Le Chef de l'État reçoit le ministre saoudien de l'Intérieur

P 16

RÉSERVES DE CHANGE

**Plus de
60 milliards
USD dans
les caisses**

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mardi 27 décembre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5726 - 19^e année

DÉSENCLAVEMENT
DES ZONES REÇULÉES

**Le transport
ferroviaire
à la rescousse**

P 5

AN III DE LA SINISTRE NORMALISATION MAROC - ISRAËL

Le Makhzen droit dans le mur...

LIRE EN PAGE 16

2,8 MILLIONS DE TRAVAILLEURS Y AURONT DROIT

Le Président consacre le salaire de la dignité

► SOULAGEMENT CHEZ LES SYNDICATS

« Des décisions audacieuses et importantes »

► FEUILLE DE ROUTE DE LA SANTÉ

Le Président prescrit deux ordonnances

LIRE EN PAGES 2 & 3



Ph : DR

BENABDERRAHMANE
À LA CONFÉRENCE ARABE
SUR L'ENSEIGNEMENT
ET LA FORMATION



Ph : APS

« La Déclaration
d'Alger a tracé
la voie »

P 4

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
EN ALGÉRIE

**L'eau dessalée
pour produire
l'hydrogène vert**

P 5

HIPPODROME ANTAR IBN
CHEDDAD - ORAN,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

LES COURSES EN DIRECT

**Raid Lakrad
et Anbar El
Mesk, logique
oblige**

P 14

RENFORCEMENT DU POUVOIR D'ACHAT

Un salaire « digne » pour 2,8 millions de travailleurs

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, a salué les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant les augmentations salariales, l'allocation chômage et la retraite, en les qualifiant d'« historiques ».

Affirmant que les hausses salariales toucheront 2,8 millions de travailleurs. Intervenant, dimanche soir, au JT de 20h00 de l'ENTV, Chorfa a déclaré que ces augmentations ont pour objectif de préserver la dignité des citoyens, et contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat. Signalant que « 2,8 millions de fonctionnaires, y compris les contractuels » en bénéficieront. En revanche les travailleurs du secteur économique ne sont pas concernés par cette hausse des salaires. « Pour le secteur économique, la hausse dépend de la convention collective entre l'employeur et le partenaire social », a précisé le ministre du Travail. Pour les hausses concernant les fonctionnaires, elles sont fixées entre 4 500 dinars et 8 500 dinars par an selon les catégories, soit des augmentations au cours de 2022, 2023 et 2024 atteignant 47% seront distribuées graduellement durant deux ans. Citant l'exemple du secteur de l'Éducation nationale « un enseignant verra son salaire augmenter de 13 500 dinars durant les deux prochaines années », c'est-à-dire, 2023-2024, a précisé le ministre du Travail. « Durant les deux prochaines années, la hausse des salaires avoisinera les 50 % », a-t-il indiqué.

... ET 15 000 DA POUR 1,9 MILLION DE CHÔMEURS

L'autre mesure prise par le Président Tebboune, dimanche, concerne la hausse de l'allocation chômage qui passe de 13



Youcef Chorfa, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

000 dinars à 15 000 dinars nets d'impôts, avec une couverture sociale à la charge de l'État. « Le chef de l'État a décidé d'augmenter l'allocation chômage de 13 000 à 15 000 dinars nets, tous frais confondus, en plus de la prise en charge, par l'État, des charges de la couverture santé des chômeurs pendant la période durant laquelle ils bénéficient de l'allocation » a indiqué un communiqué de la présidence. Dans ce cadre le ministre du Travail a précisé que jusqu'à la fin de ce mois de décembre, 1,9 million de chômeurs touchent cette allocation en Algérie.

RETRAITÉS : 5000 DA D'AUGMENTATIONS

Concernant la retraite, Chorfa a rappelé que le Président Tebboune a décidé le relèvement du minimum d'allocation de retraite en Algérie à 15 000 DA pour ceux qui gagnent moins de 10 000 DA, et à 20 000 dinars pour ceux qui gagnent 15 000 DA, conformément au salaire minimum qui a connu une augmentation de 18 000 à 20 000 dinars depuis 2021. Le ministre

du Travail a déclaré qu'« à partir de janvier prochain il n'y aura pas de retraite moins de 15 000 DA ». Ajoutant que 250 000 retraités bénéficieront de l'augmentation de la pension et 900 000 autres de la prime. À ce propos Chorfa, explique que la CNR compte deux catégories de retraite : (la pension et la prime), la pension est destinée à ceux qui ont cotisé pendant plus de 15 ans. Tandis que l'autre qui est entre 400 et 10 000 DA concerne les travailleurs qui cotisaient pendant moins de 15 ans. Ces derniers bénéficieront d'une augmentation allant à 11 000 DA. Au total la hausse touchera 1 300 000 retraités. Il est important de rappeler que lors du Conseil des ministres, le président de la République a insisté sur la nécessité d'aligner la grille salariale, sur le pouvoir d'achat d'abord, puis sur le soutien continu aux groupes socialement vulnérables, en tenant compte de la valeur du travail et de l'avancement de la production, comme deux principales références pour augmenter les salaires.

Sarah Oubraham

SOULAGEMENT CHEZ DES SYNDICATS LES TRAVAILLEURS

« Audacieuse et importante » décision présidentielle

Plusieurs syndicats des travailleurs ont salué, hier, les décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune relatives à la revalorisation des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage, affirmant que ces augmentations étaient de nature à améliorer le niveau de vie des citoyens, selon des chefs syndicalistes approchés par l'Agence nationale de presse (APS). Ainsi, le secrétaire général de la Fédération de l'information et de la communication, affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Ahmed Bouchareb, a salué la décision relative à la revalorisation des salaires prise par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche. Il a qualifié cette décision de « courageuse et s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des 54 engagements pris par le président Tebboune envers le peuple algérien avant son élection à la

magistrature suprême ». « Le Président Tebboune a affirmé, à maintes occasions, son attachement à améliorer le niveau de vie du citoyen, un engagement qui s'est traduit par des décisions audacieuses prises, dont les plus récentes sont celles prises hier inhérentes à la revalorisation des salaires et des allocations », a-t-il dit.

Qualifiant la décision du Président « d'audacieuse et importante », le président de l'Union nationale des travailleurs de l'Éducation et de la formation (UNPEF), Saddek Dziri, a estimé qu'il conviendrait d'attendre l'année 2024 pour atteindre un rééquilibrage entre le pouvoir d'achat du fonctionnaire et le niveau des salaires. Il a ajouté que la revalorisation des salaires pour le personnel du secteur de l'Éducation « doit passer par l'ouverture du dossier des indemnités et pensions », ce qui « apportera un plus » et « aura un impact concret » sur les salaires des fonctionnaires du secteur. À cette occasion, Dziri a affirmé que la décision du chef de

l'État « se veut un pas important vers la réalisation des espoirs et aspirations des travailleurs, en attendant des résultats concrets susceptibles d'améliorer le niveau de vie de toutes les franges de la société ».

LE CHEF DE L'ÉTAT ACCORDE « UN GRAND INTÉRÊT » À L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

De son côté, le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), Lyes Merabet, a salué « le grand intérêt accordé par les autorités supérieures du pays, avec à leur tête le président de la République, à l'amélioration de la situation socio-professionnelle des travailleurs du secteur », exprimant à ce propos son souhait de « voir se concrétiser les directives du Président Tebboune dans les plus brefs délais ».

Concernant la décision du président de la République

portant révision des statuts particuliers de toutes les catégories professionnelles du secteur de la santé, Dr. Merabet a exprimé son espoir que « ces statuts puissent répondre aux attentes des professionnels du secteur », estimant que « l'amélioration des conditions sociales est tributaire de la révision des statuts, de la loi relative aux pensions et aux allocations, et du point indiciaire pour qu'il ait un impact direct sur les salaires ».

Pour sa part, le président du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), Ghachi Lounès, a salué la décision du président de la République qui traduit, selon lui, « la forte volonté pour relancer le secteur de la santé, à travers l'amélioration des conditions sociales de toutes les catégories et la garantie des services de qualité », ajoutant que la spécialité paramédicale « a besoin d'un accompagnement en vue de parvenir à une formation de qualité permettant d'atteindre les objectifs escomptés ».

R. N.

MESSAOUD BOUDIBA,
PORTE-PAROLE DU CNAPESTE
« Le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 80 000 DA »

À l'approche de la nouvelle année, le Président Tebboune s'est engagé à rassurer les citoyens, en mettant l'accent sur les travaux d'amélioration du cadre de vie et d'augmentation annuelle des salaires. Le chef de l'État a confirmé à plusieurs reprises que le combat qu'il mène depuis sa prise de fonction à la présidence du pays, à travers les différentes réformes engagées, est de restaurer et de préserver la dignité des Algériens. Face à la hausse des prix, et dans le souci de préserver le pouvoir d'achat du citoyen, le président de la République a donné les directives et instructions pour que les salaires, l'allocation chômage et les pensions de retraite, soient revus à la hausse à compter de 2023. À cet effet, le président de la République a instruit le gouvernement à s'atteler, dès à présent, à la révision des salaires des enseignants et du personnel paramédical et d'entrer en contact avec leurs représentants pour réviser leurs statuts. Dans le secteur de l'Éducation nationale, si selon le ministre du secteur, Abdelhakim Belabed, cette mesure aura « des répercussions positives sur la vie professionnelle et matérielle des enseignants », qu'en pense la branche syndicale ?

« UN SALAIRE CONSÉQUENT POUR ÊTRE À L'ABRI DU BESOIN »

Contacté hier par nos soins, Messaoud Boudiba, porte-parole du Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur de l'éducation, a indiqué que « Le premier point dans la plateforme de revendication de l'organisme a toujours été la révision de la politique salariale, afin de faire face à l'inflation qui touche la vie quotidienne des enseignants, car ces derniers méritent une meilleure considération salariale. Il y a une dégradation continue du pouvoir d'achat, et en parallèle, les salaires ont stagné à un seuil où le citoyen ne peut même pas vivre au-delà d'une dizaine de jours. Alors que pour ceux qui touchent entre 20 000 et 30 000 dinars, ce n'est pas plus d'une semaine. La dégradation du pouvoir d'achat impose donc une augmentation des salaires, pour éviter des tensions sociales ». Selon notre interlocuteur, étant donné que ces salaires doivent être établis selon le coût de la vie, le Conseil « souhaite être concerté pour étudier ensemble les paramètres qui permettront de définir sur quelle base établir ces salaires, notamment sur la grille des salaires, selon le pouvoir d'achat de l'enseignant. Nous considérons que cette étape est obligatoire si nous voulons aller vers des solutions et la satisfaction de nos revendications ». Concernant les chiffres annoncés à l'issue du Conseil des ministres, à savoir une augmentation qui varie entre 4.500 DA/an et 8 500 DA/an, le syndicaliste estime que cela est dérisoire, estimant que l'augmentation souhaitée est bien loin du compte. « Nous avons réalisé une étude qui montre que pour une famille de cinq personnes le salaire moyen ne doit pas être inférieur à 80 000 DA. La moyenne des salaires dans la Fonction publique est actuellement de 40 000 dinars, donc pour atteindre ce seuil vital de 80 000, il faudrait une augmentation de 40 000 dinars. Donc le chiffre annoncé est pour nous insignifiant et ne pourra pas changer grand-chose dans la vie du fonctionnaire algérien ». C'est pourquoi, selon Boudiba, « l'augmentation des salaires devra être conséquente pour permettre aux travailleurs d'être à l'abri du besoin, ce qui pourra leur permettre de se consacrer pleinement à leur noble tâche ».

Propos recueillis par Hamid Si Ahmed

RÉVISION DES STATUTS DU PERSONNEL DE LA SANTÉ ET AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SOINS

Le Président prescrit deux ordonnances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres de ce dimanche, la révision des statuts particuliers de toutes les catégories professionnelles du secteur de la santé, en œuvrant à promouvoir et à moderniser et uniformiser la qualité de la prise en charge hospitalière et les services de santé.



Le chef de l'État a, à la même occasion, donné des instructions pour la mise en place d'un système de travail interne pour les hôpitaux, à même d'assurer un suivi électronique des dossiers médicaux retraçant le parcours du patient, et de réduire la pression sur les médecins. Il a souligné que le principal problème du secteur de la santé ne concerne pas la structuration, mais plutôt la gestion, relevant que la réforme doit se poursuivre tout au long de l'année et non pas pendant une période définie. Le Président Tebboune a indiqué, dans le même cadre, que la situation générale vécue par le pays a eu un impact négatif sur le secteur de la santé, toutefois sa situation qui exige une révision radicale ne signifie pas nécessairement sa reconstruction à partir de

zéro. Mettant l'accent sur l'importance de motiver les médecins et les paramédicaux en créant une atmosphère socioprofessionnelle optimale de manière à leur permettre d'exercer confortablement leurs missions et mieux accomplir leur devoir professionnel, le Chef de l'État a souligné la nécessité d'assurer un recyclage professionnel aux agents paramédicaux, à travers des sessions de formation pour leur insertion dans le mécanisme des promotions administratives et professionnelles. Il a appelé, dans ce sens, à séparer entre la gestion administrative et la gestion médicale, et se diriger vers la spécialisation des hôpitaux pour créer des pôles de soins en mesure de contribuer à desserrer l'étau sur les hôpitaux nationaux. Le Président Tebboune a préconisé de "soutenir la spécialisation des hôpitaux par la signature de contrats

avec des hôpitaux internationaux spécialisés, en vue de prendre en charge en Algérie les opérations chirurgicales des cas complexes nécessitant des soins spécifiques.

L'ALGÉRIE PRODUIRAIT DES VACCINS POUR ENFANTS ET L'INSULINE DÈS 2023

Concernant le domaine de l'industrie pharmaceutique, le Président Tebboune s'est félicité des efforts consentis actuellement pour la relance de ce secteur stratégique, affirmant que la mise à disposition des médicaments aux citoyens est une tâche noble. À ce propos, il a instruit de produire des vaccins pour enfants et l'insuline en Algérie à compter de 2023, de lutter contre toute forme de contrebande des médicaments et de durcir les peines contre toute personne impliquée. Tebboune a instruit,

dans ce sillage, de réhabiliter le groupe Sidal afin de lui permettre d'assurer la couverture d'une grande partie des besoins du marché national en médicaments, couverture qui a reculé à 5% alors qu'elle représentait 47% des parts de marché. À rappeler que le 13 décembre dernier, Tebboune avait affirmé lors de sa visite au pavillon du groupe Sidal, à l'occasion de la 30e Foire de la production algérienne que l'État tend, à travers le groupe Sidal, à couvrir un taux de 40 à 50% des besoins du marché national en médicaments produits localement et à construire une industrie pharmaceutique qui protège la souveraineté sanitaire du pays, soutenant que « Certains avaient tenté, dans le passé, de détruire cette société dont la production ne dépassait pas les murs que le travail est en cours pour la remettre sur pied ».

Ania Nch

SCANDALE DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ À BÉCHAR Des médicaments périmés et des équipements défectueux destinés aux hôpitaux

Le wali de Béchar, Mohamed Essaid Benkamou, a dénoncé des dépassements qu'il a qualifiés d'«extrêmement graves» qui touchent le secteur de la santé de la wilaya. Dans des déclarations accordées à la presse, le wali a révélé dans ce sens que les factures de médicaments étaient payées mais sans que les hôpitaux ne soient servis, et si ceux-ci arrivent c'est après préemption, en plus, de l'achat d'équipements médicaux défectueux. Selon le wali, plusieurs parties sont responsables de cette situation qu'il « n'arrive pas à gérer à lui seul ». Benkamou a, dans le même contexte, cité pour exemple l'hôpital "Terabi Boujemâa" révélant que le budget de cet établissement est laminé par les dettes évaluées à plus de 100 milliards de centimes. Une situation qui ne permettra à cet hôpital même pas d'acheter une bouteille de désinfectant, a-t-il souligné. Aussi, poursuit le wali de Béchar, le même hôpital fait face à des actes de vandalisme dans les différents services, indiquant que la salle d'interventions chirurgicales a été la scène de saccage 24h après sa rénovation. Dans d'autres hôpitaux, la même source révèle que certains médecins ont même imposé un rythme de travail propre à eux, alors que d'autres travailleurs sont sans dossiers et non rémunérés. La situation est telle qu'en dépit des moyens et des équipements disponibles, une simple chirurgie d'appendicite ne peut pas se faire dans les hôpitaux de la wilaya de Béchar poussant ainsi les patients à aller vers le privé. À l'origine de cette situation de laisser-aller et de débâcle le wali de Béchar a pointé du doigt les directeurs des hôpitaux et le directeur de la santé qu'il accuse de ne pas assumer leur responsabilité soulignant que ses services ont effectué à maintes reprises des visites nocturnes et inopinées pour découvrir des catastrophes dans les différents services d'urgences.

A. Nch

MOHAMED YOUSFI ÉVOQUE LA RÉVISION DES STATUTS PARTICULIERS

« Il faudrait un nouveau modèle de gestion pour la santé »

Dans un entretien accordé au Courrier d'Algérie, le président du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP), le Dr Mohamed Yousfi, affirme qu'il faut absolument prendre en charge les conditions socioprofessionnelles des professionnels de la santé, et qu'un système de santé fiable ne sera possible qu'en adoptant un nouveau modèle de gestion. Pour notre interlocuteur, il y a urgence de concrétiser la volonté politique exprimée par le président de la République. Concernant l'augmentation des salaires, le Docteur Yousfi estime que pour l'application de cette initiative, il faudra avant tout statuer sur les statuts particuliers du secteur. « On parle de statuts particuliers, qui vont bien sûr entraîner des augmentations, mais il faudrait régler d'abord le problème de ces statuts. L'annonce faite lors du dernier Conseil des ministres, c'est une annonce d'accélérer la révision des statuts particuliers, qui va aboutir bien sûr à l'augmentation des salaires. Mais pour utiliser le mot qu'il faut, il n'y a pas dans le communiqué d'augmentation de salaire. Le président de la République a donné instruction pour que les statuts particuliers du personnel de la santé soient rapidement réglés, un dossier qui est en cours depuis pratiquement une année », a expliqué le syndicaliste, soulignant que, certes, le président de la

République a exprimé sa volonté de remédier aux dysfonctionnements du secteur, mais que les travailleurs de la santé attendent toujours que ses annonces se concrétisent.

« En tant que professionnels de la santé, nous attendons des réformes profondes, tout le monde sait bien que depuis plusieurs années, le secteur de la santé est malade. Il y a des dysfonctionnements importants, bien avant le Covid, et la pandémie a encore aggravé les choses, ce à quoi il faudra remédier, c'est clair. On attend donc les solutions et le remède rapidement. Nous avons fait acte des décisions qui ont été prises au Conseil des ministres, mais nous attendons leur concrétisation rapide. Je rappelle que nous avons salué les annonces faites par le président de la République en 2020, concernant les spécialistes et les mesures incitatives pour le service civil, le Covid et les statuts particuliers, des annonces qu'il a renouvelé en 2021, mais...même le président...et même la presse, avait reconnu que le secteur de la santé et d'autres secteurs, ça traînait toujours. Notamment le secteur public, qui est considéré comme la colonne vertébrale du secteur de la santé, et nous sommes face à une hémorragie importante de spécialistes qui vont dans le secteur privé, ou à l'étranger, au détriment du secteur public », a-t-il ajouté.

« PRENDRE EN CHARGE LES CONDITIONS SOCIOPROFSSIONNELLES, UNE CONDITION SINE QUA NON »

Afin de remédier aux maux du système de santé, Yousfi nous a déclaré que cela se résume à deux paramètres essentiels. « Donc il y a urgence, laquelle se résume à deux grands chapitres. Le premier, c'est les ressources humaines. L'Algérie a fait beaucoup de choses dans le secteur de la santé, pour les infrastructures et pour les équipements, mais très peu de choses pour les ressources humaines, particulièrement depuis 2009. Avec un pouvoir d'achat qui a dégringolé, il y a donc urgence. Dans tous les pays du monde, lorsqu'on veut développer un secteur, on investit dans les ressources humaines. C'est clair que les conditions socioprofessionnelles des professionnels de la santé, et comme l'a déclaré le président de la République, doivent être prises en charge en urgence et rapidement. C'est la condition sine qua non, c'est le premier aspect », poursuit l'orateur.

« PASSER RAPIDEMENT À LA CONCRÉTISATION DE LA VOLONTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE »

Enfin, pour ce qui est du second volet, Yousfi estime que tous les outils

sont là, en vue d'une meilleure gestion du secteur, mais qu'il faudrait passer rapidement à leur concrétisation. « Le deuxième aspect, et tout le monde le sait, que le domaine de la santé réside dans la problématique de la gestion du secteur. Et pour cela, là aussi, nous attendons la concrétisation rapide, avec un changement en termes de gestion, parce qu'on a les outils, ils sont là. À savoir la loi sanitaire, qui est dans les tiroirs depuis quatre ans et demi, depuis juillet 2018, on attend toujours les textes d'application. La carte sanitaire, elle est là. La réforme hospitalière, validée par le Conseil des ministres, et présentée à l'époque par le Professeur Ismaïl Mesbah, ministre délégué, est là aussi. Et pour qu'on puisse passer à un nouveau mode de gestion, qui règle le problème du système de santé, la numérisation et d'autres points importants. Donc là, la volonté politique exprimée par le président, depuis 2020, il faudrait passer rapidement à la concrétisation, pour qu'il puisse y avoir une certaine confiance vis-à-vis des responsables de la santé, et pour une meilleure couverture sanitaire et prise en charge du citoyen algérien, ce qui est un droit constitutionnel », conclut le président de la SNPSSP.

Propos recueillis par Hamid Si Ahmed

BENABDERRAHMANE LORS DE LA 3^E CONFÉRENCE DES RESPONSABLES ARABES DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION

« La Déclaration d'Alger a tracé la voie de l'action commune »

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a inauguré, hier, la 3^e conférence des ministres arabes de la formation technique et professionnelle, au Centre international de conférences Abdellatif-Rahal (CIC, Alger).



Ph: APS

À cette occasion, le chef de l'Exécutif a mis en avant la Déclaration d'Alger issue des travaux de la 31^e session de la Ligue arabe qui s'est déroulée les 1^{er} et 2 novembre passé en Algérie. De ce fait, il a souligné la nécessité de promouvoir une action arabe commune pour protéger la sécurité nationale arabe dans son ensemble politique, économique, alimentaire, énergétique, l'eau et les dimensions environnementales. Dans ce sens le premier ministre a assuré que l'Algérie souhaitait accorder une attention particulière à toutes les questions intéressant les citoyens. Entre autres, la mis-

sion confiée à l'Organisation arabe pour la formation, la culture et la science en tant qu'une des organisations spécialisées opérant au sein de la Ligue arabe, qui est spécifiquement concernée, promouvoir la culture arabe et développer les domaines de l'éducation, la culture et la science aux niveaux régional et national et la coordination conjointe entre les États membres arabes. Le Premier ministre a estimé que le choix du titre d'harmonisation de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels

avec le marché du travail et l'avenir de l'économie verte et de la numérisation à la Conférence était la meilleure indication de cette approche à cet égard en abordant la relation étroite et interconnectée entre la composition et le fonctionnement du monde. Benabderrahmane a poursuivi : « Je ne peux manquer, soit dit en passant, de saisir cette occasion pour rappeler la place que le secteur de la formation professionnelle et de l'éducation occupe dans la stratégie de développement de notre pays. Elle joue un double rôle en

fournissant les formations nécessaires à toutes les catégories d'habitants, d'une part, et en fournissant une main d'œuvre qualifiée à divers secteurs économiques actifs », d'autre part, il a souligné que l'État algérien a exploité un potentiel matériel et humain considérable, mis en évidence par le réseau de plus de 1200 institutions formatrices, y compris des institutions privées. Ces établissements accueillent également plus d'un demi-million d'étudiants, professionnels ou non, selon les trois types de formation approuvés. Le PM a clôturé son allocution d'inauguration « Nous espérons tous qu'il atteindra ses objectifs consistant à adopter le Plan global de développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels dans le monde arabe, à diffuser et enrichir les expériences nationales et à renforcer le cadre juridique, système pédagogique et structurel du secteur, en développant un cadre unifié de référence de qualification pour assurer la qualité de la formation et de l'éducation, conformément aux normes exigées par le marché du travail arabe et international ».

M. Seghilani

POUR CONTRÔLER ET GÉRER LES CRISES

Un comité de stabilité financière sera créé

Le Premier ministre Aïmène Benabderrahmane a annoncé la création d'un Comité de stabilité financière chargé de contrôler et gérer les crises. Dans son allocution, à l'ouverture des travaux de la conférence sur les défis futurs des banques centrales, organisée à l'occasion de la célébration du 60^{ème} anniversaire de la Banque d'Algérie, Benabderrahmane a indiqué qu'« afin de permettre à la Banque d'Algérie d'accomplir sa mission de stabilité financière », un Comité de stabilité financière chargé de contrôler et gérer les crises sera créé. Notant que cet amendement adoptera la mise en place d'un comité national de paiement, chargé d'entreprendre l'élaboration d'un projet de stratégie nationale de développement des moyens de paiement écrits et le suivi de sa mise en œuvre, après approbation des pouvoirs publics, dans le but d'améliorer les transactions bancaires et l'inclusion financière. Par ailleurs, le PM a insisté sur la nécessité de renforcer la sécurité et le contrôle des systèmes de paiement à la lumière des affaires numériques, qui sont de nouveaux enjeux sur lesquels travaille la Banque d'Algérie. Soulignant que le gouvernement est pleinement conscient que les performances de l'économie ne peuvent s'améliorer que si le cadre financier et monétaire est approprié et adapté aux besoins du gouvernement et des institutions en matière de rigueur monétaire, et c'est ce que selon lui, « la Banque d'Algérie s'emploie à réaliser sur le terrain ». Aussi, le Premier ministre Aïmène Benabderrahmane, a déclaré que la « Banque d'Algérie a ouvert un atelier de numérisation des paiements dans le cadre de la recherche de l'adoption de la forme numérique de la devise monétaire qu'elle développera, émettra, gèrera et surveillera, sous le nom du dinar numérique algérien, qui soutiendra à terme la forme concrète de la devise monétaire ». Il a souligné que la révision de la loi monétaire et de crédit a pour objectif de renforcer la gouvernance du système bancaire, conduite par la Banque d'Algérie, et d'améliorer sa transparence, tout en attribuant au Conseil monétaire et de crédit de nouvelles prérogatives lui permettant d'accompagner les transformations en cours, en matière d'agrément des banques d'investissement, et numériques, et l'autorisation d'ouverture de bureaux de change, ainsi que le renforcement du rôle du comité bancaire en tant qu'autorité de contrôle et en tant qu'organe juridictionnel administratif. Rappelant que lors de cette conférence, Benabderrahmane a souligné le rôle important de la Banque d'Algérie dans la politique monétaire et la préservation de la valeur du dinar, un des symboles de la souveraineté nationale. La rencontre s'est tenue avec la participation de responsables des banques centrales de Tunisie, de Palestine, de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), ainsi que des représentants du Fonds monétaire arabe, a abordé notamment les mutations et les défis de la politique monétaire, la supervision bancaire, ainsi que la digitalisation au service de l'inclusion financière. La conférence a été marquée, par ailleurs, par la présentation de plusieurs communications abordant les principales étapes qu'a connues la Banque d'Algérie depuis sa création le 13 décembre 1962 et qui a accompagné toutes les mutations économiques et financières de l'Algérie jusqu'à aujourd'hui.

Sarah O.

NOUVELLES EXIGENCES DE GESTION DU BUDGET DE L'ÉTAT À PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2023

L'administration a l'obligation de résultats

Le nouveau système budgétaire prévu par la loi organique 18-15 du mois de septembre 2018, amendée, et complétée, relative aux lois de finances entrera en vigueur, dimanche prochain, 1^{er} janvier 2023, et marquera ainsi « le passage de la gestion budgétaire sur la base des moyens à la gestion par des programmes qui font l'objet de suivi avec des objectifs et des critères d'évaluation », comme affirmé par l'inspecteur général au ministère des Finances, Djamel Zergout. Pour ce faire, le ministère des Finances avec la Direction générale du budget ont entamé, depuis le début de l'année qui s'achève, « une opération de clarification de la loi 18-15 et ses décrets d'application ». Le même responsable a précisé, que « des publications explicatives sont actuellement élaborées et des formations sont organisées pour éclairer sur ce nouveau système comptable et budgétaire » qui s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'élaboration du budget de l'État avant d'aller vers le budget des collectivités locales. Ces déclarations de Djamel Zergout ont été tenues, lors de sa présidence d'une rencontre régionale à Sétif, dimanche, sur la mise en œuvre de la loi organique en question, à l'Institut national spécialisé en formation professionnelle (INSFP), sis à la cité Tbinet. De son côté, Mme Siham Bourabrab, cadre au ministère des Finances, a considéré que la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances modifiée et complétée « constitue un défi décisif pour l'amélioration de la gestion publique » et apportera, a-t-elle poursuivi « une meilleure visibilité du budget et permet de définir les priorités en matière de défis du tra-

vail public et de structuration des objectifs ainsi que l'orientation de l'action vers la performance au travers d'indices fiables ». La rencontre qui a regroupé les cadres de collectivités locales et services décentralisés des wilayas de Sétif, Béjaïa et Bordj Bou Arréridj, outre qu'elle a permis d'identifier les incompréhensions concernant aussi bien la teneur de cette loi et son application, et ainsi de les lever, mais aussi a permis d'apporter « les explications de cette loi, ses principes, ses outils et ses textes d'application » et à présenter, notamment aux ordonnateurs « les mécanismes de mise en œuvre du budget de l'État », selon les organisateurs de la rencontre. Celle-ci pour rappel a regroupé des cadres du secteur des collectivités locales et des services décentralisés des wilayas de Sétif, Béjaïa et Bordj Bou Arréridj, qui faut-il le noter, connaissent la gestion de bon nombre de projets en cours de réalisation et ceux qui seront lancés, l'an prochain. Djamel Zergout a considéré, par ailleurs, que l'opération n'étant qu'à ses débuts, il affirme que celle-ci « constituera un bond en matière de renouvellement des règles régissant le budget public ».

LE CONTRÔLE PARLEMENTAIRE RENFORCÉ

Novembre dernier, le président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali a affirmé, que l'application en 2023 de la loi organique en question « devrait renforcer le contrôle parlementaire sur les politiques publiques et évaluer les performances des différents secteurs » lors de l'ouverture de la journée d'études organisée au siège de la wilaya

d'Alger sur les nouvelles orientations du budget de l'État dans le cadre de la réforme budgétaire conformément à la loi organique 18-15 relative aux lois de finances. Boughali a précisé, lors de cette journée que les dispositions introduites dans ce texte de loi relèvent « d'une extrême importance » et contribueront au « renforcement des relations de coopération entre le gouvernement et le Parlement dans le cadre des dispositions constitutionnelles y afférentes dans l'objectif de consolider la résilience sur le contrôle parlementaire ». Poursuivant, il avait déclaré que « bien qu'importante, la bonne gouvernance n'est pas uniquement une question de formation et de transparence » mais il s'agit désormais, a-t-il poursuivi « de mécanismes et de méthodologies à adopter pour minimiser les prévisions qui se heurtent souvent à la réalité », a-t-il dit. Il ajoutera, plus loin sur la loi organique 18-15, que celle-ci « définit les objectifs liés au nouveau cadre législatif du budget qui s'appuie sur le budget des résultats et des objectifs définis précédemment », et partant conférer, a-t-il indiqué « la transparence en matière de dépense de l'argent public », a poursuivi le président de l'APN. À la lecture de la teneur de la loi organique 18-15, le député Bekhouche Sedik avait de son côté précisé que les dispositions contenues dans cette loi « permettent de définir les besoins en crédits selon les programmes et en fonction de véritables appréciations des dépenses », en sus de la mise en place, a-t-il ajouté « des mécanismes de prise en charge pour faire face aux situations d'urgence ».

Karima B.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ALGÉRIE

L'eau dessalée pour produire l'hydrogène vert

Lors de la réunion du Conseil des ministres de ce dimanche, le président Abdelmadjid Tebboune a donné pour instruction, aux secteurs concernés par la stratégie de développement de l'hydrogène en Algérie, de recourir aux stations de dessalement de l'eau de mer.



C'est donc l'eau dessalée qui sera utilisée pour les processus d'électrolyse nécessaires à la production d'hydrogène, ce qui permettra d'économiser les ressources en eau conventionnelles (superficielles et souterraines) du pays. La production d'hydrogène n'est pas une nouveauté pour l'Algérie. Comme ont eu à le rappeler à maintes reprises les responsables algériens du secteur de l'énergie, l'Algérie produit déjà de l'hydrogène gris à travers les procédés existants au niveau de Sonatrach et de l'hydrogène dit bleu, à partir du gaz naturel. L'hydrogène est utilisé dans plusieurs domaines, le plus connu en Algérie étant la production d'engrais azotés. Pour Sonatrach, l'hydrogène est présenté comme axe majeur de la transition énergétique et pourra se substituer dans l'avenir, en

partie, aux hydrocarbures dans de nombreux domaines d'activité économique, dont la pétrochimie, la cimenterie, la sidérurgie. Maintenant, l'hydrogène est mis au service du stockage des énergies renouvelables et de la mobilité. L'enjeu est de réussir la mutation vers l'hydrogène vert. Le marché de l'hydrogène vert est vu comme un potentiel de croissance "très prometteur", avec des possibilités d'exportation en remplacement du gaz naturel dans les gazoducs de Sonatrach à l'horizon 2030. Le gouvernement prépare une stratégie de développement de la filière hydrogène, pour donner aux acteurs nationaux et internationaux la visibilité nécessaire quant aux politiques, réglementations et mesures d'incitation et d'encouragement qui seront adoptées par les pouvoirs publics. Dans ce sens, le partenariat est

indispensable. Dernièrement, en marge de la 4ème édition de la Journée algéro-allemande de l'énergie, le ministre de l'Énergie et des Mines Mohamed Arkab, a fait savoir que l'accord signé entre le groupe Sonatrach et la société gazière allemande "VNG AG" (VNG), à Alger, devrait permettre de lancer "le premier projet pilote", cofinancé par les deux parties, de production de l'hydrogène vert en Algérie d'une capacité de 50 MW, avec comme objectif principal de maîtriser les technologies relatives à ce domaine. Ce projet permettra ainsi le transfert de technologies et d'expertise allemandes au profit des cadres algériens, afin de pouvoir passer à l'étape de production commerciale de quantité importante d'hydrogène vert à partir de l'année 2030, selon le ministre. Le protocole d'entente entre le groupe Sonatrach et

la société gazière allemande "VNG AG" (VNG) a pour objet l'examen des opportunités de coopération pour la réalisation de projets dans le domaine de l'hydrogène et l'ammoniac vert, dans le but de les exporter vers l'Allemagne. Il s'agira, dans un premier temps, de réaliser des études de faisabilité relatives à la chaîne de valeur de l'hydrogène, de la production et du transport à la commercialisation, dans le but d'évaluer le potentiel des projets commerciaux à développer conjointement dans ce domaine. "Nous avons fixé un délai jusqu'à 2030 pour avoir toute la maîtrise technologique dans ce domaine, avant de passer à l'étape d'exportation. Les pays européens sont en train de diversifier leurs sources d'énergies et nous espérons être dans leur bouquet énergétique", a déclaré Mohamed Arkab. À cette occasion, Sonatrach a réaffirmé qu'elle s'inscrit "pleinement" dans la feuille de route nationale pour le développement de l'hydrogène vert avec l'objectif de lancer des projets pilotes à moyen terme. Les atouts de Sonatrach pour s'engager dans une stratégie à long terme pour concrétiser des projets d'hydrogène vert à des coûts compétitifs: la connectivité des réseaux de canalisations internationales entre l'Algérie et l'Europe, qui peuvent être utilisées pour le transport de l'hydrogène vert, et la dotation en potentiel d'énergie solaire.

M'hamed Rebah

BANQUE D'ALGÉRIE

Les réserves de change dépassent les 60 milliards USD

Le Gouverneur de la Banque d'Algérie Salah Eddine Taleb, a révélé que les réserves de change dépassent 60 milliards de dollars, soit près d'un an et demi d'importations de biens et de services.

Dans son allocution prononcée lors du 60e anniversaire de la Banque d'Algérie, Taleb a fait savoir que son organisme a réalisé une structuration globale aux normes internationales. Affirmant que le système bancaire algérien a montré une « grande flexibilité » en dépit d'une conjoncture internationale difficile, marquée particulièrement par la pandémie Covid-19 et la crise pétrolière de 2014. L'année 2022 a constitué un « nouveau défi » en matière de maîtrise de l'inflation en tant que phénomène mondial, la Banque centrale s'étant concentrée sur l'adoption d'une politique monétaire « pragmatique », notamment le taux de change, comme mécanisme pour atténuer l'inflation importée et préserver le pouvoir d'achat du citoyen à la lumière du premier excédent de la balance des paiements depuis 2014. Rappelant dans ce cadre le lancement par la Banque d'Algérie des produits bancaires islamiques et la promotion de la numérisation au cours de l'année 2020 dans le cadre du renforcement de l'inclusion financière. Ainsi la mise en place au cours de l'année 2021, d'un programme de refinancement d'un montant de 2 100 milliards dinars pour renforcer la liquidité et soutenir l'économie du pays.

Sarah O.

DÉSENCLAVEMENT DES ZONES RECLUÉES

Le transport ferroviaire à la rescousse

L'inauguration, hier, de la nouvelle liaison ferroviaire reliant Tissemsilt-Boughezoul-M'sila, d'une longueur de 290 km, par le ministre des Transports, Kamel Beldjoud, accompagné de ceux des Travaux publics, de la Communication et du Commerce, tombe à point nommé pour les gens de ces régions qui souffrent, chaque jour que Dieu fait, le martyr pour vaquer librement à leurs occupations quotidiennes. Les citoyens des régions des Hauts plateaux et du Sud souffrent cruellement du manque de moyens de transport, pour qui, le simple déplacement est souvent partagé entre l'obligation de se dégourdir un peu les jambes en faisant une bonne partie du trajet à pied, souvent dans la boue dans les périodes hivernales ou sous un soleil de plomb en période d'été en soulevant un nuage de poussière qui vous agresse les yeux pour ensuite prendre son mal en patience une fois arrivé à la station. Ou à ce qui s'apparente à une station! Et ce n'est pas encore le bout du tunnel lorsqu'on sait que le transport assurant les liaisons entre les différentes régions locales enclavées est au compte-goutte. Cet état de fait a fait que les voyageurs s'entassent déjà dans la station avant même l'arrivée des transports qui, sont déjà rares. Et ce n'est pas forcément le premier arrivé qui est le premier servi. Car il faut faire les épaules pour s'arracher une place à l'intérieur d'un bus ou un quelconque moyen de transport. Et ce

n'est pas toujours évident compte tenu de la loi de la nature. Les faibles ne feront pas de vieux os, comme on dit. Les vulnérables ; hommes, femmes et enfants, moins costauds que les autres, sont confrontés à toutes les peines du monde pour se frayer un chemin dans une bousculade à vous couper le souffle pour monter à bord. Et le voyageur dans ces régions est souvent confronté à un dilemme. Soit retourner tranquillement d'où il vient pour revenir le lendemain avec le même espoir de rejoindre la destination programmée pour la veille ou prendre le « clandestin »-ce transporteur qui travaille au noir- car dans toute anarchie, ici comme ailleurs, le business déloyal, n'est jamais loin. Ces machines à sucer le sang ont une capacité inouïe d'interpréter de loin l'état psychologique de celui qui est obligé de se déplacer même à un prix élevé. Situation parfois obligée sinon c'est le ratage assuré de la journée. Et lui saute sur l'occasion. Pourtant c'est à l'État de réguler le secteur des transports à commencer par la réalisation d'un réseau « connecté » de routes carrossables qui relie les régions les unes aux autres. Ces axes doivent être réalisés dans les normes, car les transporteurs quand ils existent- justifient souvent les augmentations des prix qu'ils imposent aux voyageurs par l'état déplorable des routes qui sont impraticables, truffées de nids de poules, et dégradées à plusieurs niveaux entre autres qui rendent ainsi le matériel défectueux au bout de quelques

temps. Ce qui est en partie vrai. Aussi, par le biais de ces routes, la marchandise arrive également jusqu'aux alentours de ces zones. S'agissant du transport des marchandises, en réduisant la distance à parcourir pour approvisionner son client, le transporteur de marchandise est dans l'obligation de pratiquer des prix plus raisonnables. Il est aussi nécessaire de réaliser plus de lignes ferroviaires qui ont ce double avantage à la fois servir le citoyen et autres pour le transport des marchandises.

Ce raccordement notamment en ligne ferroviaire va se répercuter positivement les prix du transport de marchandises assurés par les autres moyens de transports tels que les camions de différents tonnages car les zones, une fois reliées entre elles, réduisent la distance à faire pour s'acquiescer ce dont on a besoin. De plus que les zones désenclavées attirent, par ailleurs, les investisseurs. Ces derniers sont des hommes d'affaires qui examinent au moindre détail les opportunités offertes par la région et surtout les moyens dont elle dispose notamment les voies de transports existantes pour pouvoir, à la fois, s'approvisionner en matières premières et pouvoir évacuer par la suite sa marchandise pour l'écouler un peu partout. Une opération impossible à réaliser sans les axes routiers et les lignes ferroviaires. D'ailleurs, l'actuel ministre des Transports n'a pas perdu de vue cet avantage, hier, à l'inauguration de la nouvelle liaison ferroviaire reliant

Tissemsilt-Boughezoul-M'sila, où il a invité les opérateurs économiques algériens à investir dans les régions des Hauts plateaux et celles du Sud, maintenant qu'elles sont reliées par des voies ferroviaires, alimentées en gaz et électricité, et disposant également d'aéroports régionaux, appelant les investisseurs du pays à sortir des villes du Nord où ils sont souvent cantonnés pour bénéficier des avantages que leur proposent ces régions en matières d'investissements étant donné que les conditions pour un investissement sûr sont désormais assurées. Pour le transport de voyageurs par les voies goudronnées, l'État doit soit ouvrir des lignes pour le privé, soit le confier à des entreprises nationales pour dépénaliser le citoyen et désenclaver les zones rurales et les plus reculées. Certes, les prix des transports en communs sont en général fixés par les directions des transports et par kilométrage, mais leur disponibilité réduit à coup sûr l'intervalle entre les dessertes et par conséquent le déplacement des voyageurs sera encore plus fluide et assuré.

De plus que le transport est assuré tout au long de la journée qui permet ainsi au voyageur d'accomplir ses missions quotidiennes sans trop se soucier de ses allers-retours. Encore dans ce cas de figure, les employeurs n'auront pas de gros soucis avec leurs employés pour gérer les retards et les absences. Le transport étant assuré.

Brahim Oubellil

**S
T
R
O
P
S**

RUMEURS AU SUJET D'UN ÉVENTUEL
RETRAIT DU CAMEROUN DU CHAN

Énièmes manœuvres du Makhzen

À l'approche du championnat d'Afrique des nations (CHAN) des joueurs locaux, certains qui aiment nager dans les eaux troubles passent à la vitesse supérieure en matière de manœuvres visant à gâcher la fête.

On l'a déjà vécu avant les précédents Jeux méditerranéens tenus en Algérie, et comme si la gifle assénée aux auteurs de ces manœuvres ne leur a pas suffi, les voilà revenir à la charge.

L'objectif visé est évidemment de faire échouer le CHAN que va abriter l'Algérie du 13 janvier au 4 février prochains. Et comme cette épreuve continentale sera suivie par le verdict de la CAF concernant le pays appelé à accueillir la CAN-2025, à laquelle l'Algérie est aussi candidate, on comprend pourquoi tout le bruit que font certains, notamment du côté de la presse du Makhzen engagée désormais dans une bataille sans merci pour saboter l'événement.

Ces manœuvres de coulisses ont trouvé malheureusement du soutien auprès de certaines fédérations africaines. On peut citer à ce propos la fédération camerounaise avec à sa tête l'ancien joueur,



Samuel Eto'o. En effet, certains responsables de la fédération camerounaise exercent une sorte de pression indirecte sur les autorités algériennes en menaçant de ne pas participer au CHAN, et cela (selon eux) pour assurer une protection maximale à leur équipe pendant son séjour en Algérie.

Mais selon nos informations, le comité d'organisation du CHAN n'a reçu aucune correspondance officielle concernant le retrait de l'équipe nationale camerounaise et ne prête pas attention aux rumeurs jusqu'à présent.

Aussi, et c'est une certitude, la fédération camerounaise ne risquera pas de

boycotter le rendez-vous footballistique continental, car cela l'exposerait à des sanctions sévères selon les règlements de la CAF. Dans ce cas de figure, la sélection camerounaise A, ainsi que les clubs camerounais seront interdits de participer aux compétitions de la CAF pour une durée allant jusqu'à 5 ans.

La fédération ougandaise, avait, elle aussi, exercé des pressions sur les autorités de son pays et menacé de ne pas se rendre en Algérie pour des raisons financières, mais après cela tous les problèmes ont été résolus et l'Ouganda sera présent au CHAN.

Hakim S.

APRÈS AVOIR RÉSILIÉ UNILATÉRALEMENT SON CONTRAT AVEC L'ES SÉTIF

Kendouci donne des soucis à Bougherra

Si il y a un joueur du championnat algérien sur lequel tous les regards sont braqués en prévision du mercato hivernal qui ouvre ses portes le 2 janvier prochain, c'est bien le milieu de terrain de l'ES Sétif et de la sélection nationale des joueurs locaux, Ahmed Kendouci.

Ce dernier est allé au clash avec la direction de son club qu'il a informée de la résiliation unilatérale de son contrat. Et pour cause, les dirigeants sétifiens n'ont pas honoré leur engagement envers leur meilleur joueur cette saison en le privant de ses salaires depuis le début de cet exercice.

L'attitude de Kendouci a rendu heureux plusieurs clubs de l'élite, notamment ceux qui ont officiellement sollicité la direction de l'Entente pour le recruter avant qu'ils ne soient confrontés à des exigences jugées exorbitantes de la part du président de l'ESS, Abdelhakim Serrar.

Mais les choses ont changé cette fois-ci, avec la démarche opérée par le joueur qui aurait eu gain de cause auprès de la CNRL après la plainte qu'il a déposée à l'encontre de son club. Le fait



d'avoir annoncé à ses dirigeants la résiliation unilatérale de son contrat laisse croire qu'il a été bel et bien conforté par la CNRL.

Du coup, si Kendouci signe dans un club étranger après avoir résilié unilatéralement son contrat avec l'ESS, cela va déboucher sur un contentieux qui sera tranché par la FIFA. Le joueur bénéficiera d'une qualification provisoire au sein de son nouveau club, sachant que la durée de la qualification provisoire est d'une année.

Il y a lieu de préciser, à ce propos, que la FIFA a recours à ce genre de solution provisoire pour ne pas pénaliser le joueur afin qu'il garde son niveau de compétition. La commission du statut du joueur de la FIFA adressera ensuite une correspondance à l'ESS dans laquelle elle informera qu'elle a accepté la qualification provisoire de Kendouci suite à une demande officielle formulée par le club recruteur.

Il faut savoir aussi que cette décision (qualification provi-

soire) est une mesure sans incidence sur tout autre décision de la Chambre de résolution des litiges de la FIFA ou de l'organe décisionnaire compétent sur la base de litiges contractuels existants ou susceptibles de survenir entre le joueur et son ancien club, ainsi que son nouveau. Autrement dit, la réclamation de l'ESS fera l'objet de traitement et d'un verdict de la part de la FIFA, qui tranchera en dernier lieu, en donnant gain de cause à Kendouci, ou ce dernier perd le contentieux et dans ce cas précis il risque quatre à six mois de suspension. En revanche, si Kendouci signe dans un club algérien, il appartient à la CNRL de la FAF de trancher.

Dans tout cela, c'est l'entraîneur national des locaux, Madjid Bougherra, qui croise les doigts de peur de voir l'un de ses cadres opter pour un club étranger ce qui le privera de participer au CHAN qui débute le 23 janvier en Algérie. Pas plus tard qu'il y a quelques jours, Bougherra avait déclaré avoir demandé à ses joueurs de ne pas signer à l'étranger avant la fin du CHAN, rappelle-t-on.

H. S.

LIGUE 2 (MISE À JOUR)

L'ESM veut reprendre son fauteuil de leader, l'ASK pour enchaîner

L'ES Mostaganem accueillera mardi, le GCM Mascara avec l'objectif de reprendre son fauteuil de leader, sur lequel trône actuellement l'ES Ben Aknoun, à l'occasion de la mise à jour de la 11^e journée du Championnat de Ligue 2 de football amateur, groupe (Centre-Ouest), alors que dans le groupe Centre-Est, l'AS Khroub veut enchaîner contre l'IBKEK.

La formation d'«Ettaradjji» (2e -26 pts), tenue en échec par le CR Témouchent (2-2) lors de la 12^e journée, tient à déloger à tout prix le club algérois, l'ESBA (1er 27 pts) qui surfe sur un nuage, grâce à une série d'invincibilité époustouflante de 11 matchs (8 victoires, 3 nuls). Pour y parvenir, le nouveau promu doit absolument franchir l'obstacle dressé par son voisin, le GC Mascara (11e -13 pts), encore à la recherche d'un résultat probant pour améliorer sa situation peu enviable au classement général. L'autre prétendant à l'accession, le SC Mécheria (3e -23 pts), aura à priori une tâche aisée en se déplaçant à Oran pour y affronter, l'ASMO (15e -5 pts) qui collectionne les résultats négatifs depuis plusieurs semaines. Le SCM, également nouveau promu en L2, doit tout de même se méfier de la bête blessée, l'ASMO pour laquelle, une victoire est plus qu'indispensable. Le dernier match de cette mise à jour mettra aux prises à Saida, le MCS (14e -8 pts) au SKAF Khemis Miliana (8e -16 pts), qui reste sur un succès devant l'ASMO (2-0). Ce match reste capital pour les locaux encore menacés par la descente en Inter-régions, et pour lesquels la victoire sera la bienvenue.

DUELS À DISTANCE ENTRE L'ASK, L'USM AN ET L'USS

Dans le groupe Centre-Est, trois rencontres de mise à jour du calendrier de la 11^e journée,



PHS-DR

seront au programme, mardi, et concernent les principaux candidats à l'accession en Ligue 1, en l'occurrence, l'AS Khroub, l'USM Annaba et l'US Souf. A tout seigneur, tout honneur, l'AS-Kroub (1er -24 pts), aura l'avantage d'évoluer à domicile en recevant l'IB Khemis El-Khechna (12e -12 pts) pas encore rassurée sur son avenir en L2. Les Khroubis comptent empêcher les points du match, pour consolider d'une part, leur position en tête du classement, et d'autre part accentuer leur avance en cas d'échec de ses principaux concurrents. L'USMAN (3e -21 pts) jouera un véritable quitta ou double sur le terrain de la JS Bordj Ménaïel (10e -14 pts). Les Bônois vainqueurs samedi devant le CA Batna (2-0), s'attendent à une vive réaction des Ménailis battus à El-Harrach (1-0) et qui tiennent absolument à renouer avec la victoire, pour amorcer leur redressement vers le haut du tableau.

Fin de la phase aller le 12 janvier 2023

La 15^e et dernière journée de la phase aller du championnat de Ligue 2 de football amateur se déroulera le 12 janvier 2023, à indiqué la Ligue nationale de football amateur (LNFA). La trêve hivernale s'étalera jusqu'au 5 février prochain, date de la reprise de la compétition avec le déroulement de la 16^e journée, a précisé le président de la LNFA dans un exposé sur le déroulement du championnat de L2 présenté lors de la réunion du bureau fédéral de la FAF tenue dimanche au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Pour rappel, 12 journées du championnat de L2 ont été déjà disputées et six rencontres de mise à jour de la 11^e journée sont prévues le mardi 27 décembre. D'autre part, le président de la LNFA a annoncé le maintien des dispositions réglementaires concernant les transferts des joueurs. En fin, la deuxième période d'enregistrement (mercato d'hiver) a été fixée du 10 janvier au 5 février 2023. A l'issue de la 12^e journée, l'ES Ben Aknoun est provisoirement en tête du groupe Centre Ouest avec un match en plus que son poursuivant l'ES Mostaganem qui accueillera mardi le GC Mascara. Dans le groupe Centre-Est, l'AS Khroub trône en tête avec un match en plus à disputer contre l'IB Khemis El Khechna ce mardi.

USM ALGER

Abdelhak Benchikha nouvel entraîneur



L'ancien sélectionneur national Abdelhak Benchikha est devenu le nouvel entraîneur de l'USM Alger, en remplacement de Boualem Charef dont le contrat a été résilié à l'amiable, a annoncé lundi le club de Ligue 1 algérienne de football. Benchikha (59 ans) qui occupait le poste d'entraîneur de Renaissance Berkane, a signé un contrat de 18 mois. Il sera assisté par Farid Zemiti, alors que Farid Benmellat a été nommé entraîneur des gardiens de but, en attendant la désignation d'un préparateur physique, précise l'USMA dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. De son côté, l'ancien attaquant des Rouge et Noir, Hadj Adlane, a été désigné coordinateur général du club

algérois. Pour rappel, l'USMA a terminé la phase aller du championnat de Ligue 1 à la 7^{ème} place avec un total de 22 points, mais avec deux matchs en retard face à l'US Biskra, le mercredi 28 décembre, avant de recevoir le RC Arbaâ, dimanche 1^{er} janvier. Au plan continental, l'USM Alger est toujours engagée en Coupe de la Confédération de la CAF et débutera la phase de poules à domicile face au FC St-Eloi Lupopo (RD Congo), à l'occasion de la 1^{re} journée (Gr.A), prévue le 12 février 2023. Les Rouge et Noir se déplaceront ensuite en Libye pour défier Al-Akhdar SC lors de la 2^e journée (19 février), avant de recevoir les Sud-africains de Marumo Gallants le 26 février, à l'occasion de la 3^e journée.

CHAN-2022

Plusieurs mesures prises à Oran pour la réussite de l'évènement

Plusieurs mesures s'inscrivent dans le cadre des préparatifs du championnat d'Afrique des nations (CHAN) de football ont été prises par les autorités d'Oran pour assurer la réussite de l'évènement, prévu du 13 janvier au 4 février prochains dans quatre villes du pays, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. A ce propos, le wali, Saïd Saayoud, a présidé, dimanche soir, une réunion élargie au cours de laquelle ont été passés en revue les derniers préparatifs de la ville pour accueillir les sélections africaines qui disputeront leurs matchs au stade de 40.000 places relevant du complexe sportif Miloud-Hadefi, a-t-on indiqué de même source. Lors de ce conclave, auquel ont pris part les responsables des daïras et communes concernées, ainsi que les directeurs locaux des secteurs impliqués en plus des cadres de la wilaya, tous les dossiers relatifs aux préparatifs du rendez-vous continental ont été abordés, a-t-on assuré. En tête de ces dossiers, l'hébergement des six sélections africaines (réparties en deux groupes) qu'Oran accueillera lors du premier tour. A ce sujet, le wali d'Oran a donné des instructions "pour dépêcher des commissions mixtes composées des représentants des directions de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, du Tourisme, des APC concernées, et de la Protection Civile, à l'effet de contrôler les hôtels désignés pour accueillir les hôtes d'Oran et tout mettre en œuvre pour que les établissements en question soient fin prêts", a-t-on souligné. D'autres instructions ont été aussi données aux responsables de la direction des équipements publics et celle de la jeunesse et des sports pour que le stade principal du complexe Miloud-Hadefi soit dans le meilleur état, sachant que cette enceinte footballistique abritera pas moins de dix matchs durant ce championnat d'Afrique. Les responsables concernés ont été également instruits pour faire de même avec les trois terrains d'entraînement qui seront mis à la disposition des sélections domiciliées à Oran. Le wali a aussi insisté pour le "renforcement du réseau d'éclairage interne et externe" des sites en question, a-t-on fait savoir.

Programme de la mise à jour (11^e journée):

Mardi 20 décembre 2022 (14h00):

- Groupe Centre-Ouest
ASM Oran - SC Mecheria
ES Mostaganem - GC Mascara
MC Saïda - SKAF Khemis Miliana

- Groupe Centre-Est
AS Khroub - IB Khemis El Khechna
JS Bordj Ménaïel - USM Annaba
US Souf - MO Constantine

NECESSITÉ D'UNE COUVERTURE SANITAIRE ADEQUATE

Les présents à cette réunion n'ont pas omis d'accorder de l'importance à l'aspect sanitaire où la nécessité d'assurer la couverture sanitaire nécessaire aux participants au tournoi a été soulignée en mobilisant une équipe médicale spécialisée en kinésithérapie, ainsi que les établissements sanitaires pour éventuellement recevoir tout cas urgent pendant la compétition, a-t-on ajouté. Par ailleurs, les autorités de la wilaya accordent, à cette occasion, la plus grande importance à l'environnement. Dans ce registre, des instructions ont été données aux maires des APC d'Oran, d'Es-Senia, et de Bir El-Jir, ainsi qu'aux services de la direction de l'environnement et des directeurs des entreprises de nettoyage pour "endiguer tous les points noirs au niveau des routes menant aux hôtels qui abriteront les hôtes d'Oran, ainsi que les terrains d'entraînement, le stade principal et le circuit touristique de la ville, à l'image de la corniche, et la route menant au Mont El Merdjadjou", a-t-on conclu. Pour rappel, pour la première fois, 18 équipes prendront part à cette compétition. Les formations ont été scindées en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les seuls premiers des groupes D et E se qualifieront pour les quarts de finale. S'agissant de la ville d'Oran, elle accueillera, lors du premier tour, les rencontres du groupe D, qui comprend le Mali, l'Angola et la Mauritanie, ainsi que celles du groupe E, composé du Cameroun, du Congo et du Niger. La capitale de l'Ouest abritera aussi un match comptant pour les quarts de finale et un autre pour les demi-finales, ainsi que le match de classement pour la troisième place le 3 février, soit 24 heures avant la finale prévue au nouveau stade de Baraki (Alger).

Mbappé aurait posé 3 grosses conditions pour rester

PSG
Selon un média espagnol, Mbappé aurait fixé trois conditions à ses dirigeants pour accepter de rester à Paris sur la durée.



En Espagne, c'est reparti. Kylian Mbappé, après un Mondial 2022 plutôt réussi, fait encore les unes. C'est le cas chez Marca, mais pas que, puisque d'autres médias évoquent son nom comme potentiel renfort pour le Real Madrid ces derniers jours. Même si, pour l'instant, on avait surtout des informations concernant les plans du Real Madrid, et pas ceux du principal concerné.

En ce lundi, c'est Ok Diario qui nous en apprend un peu plus sur les intentions du joueur français.

Même si les informations du média restent à prendre avec des pincettes, elles sont un peu inquiétantes pour le Paris Saint-Germain.

Effectivement, le joueur formé à l'AS Monaco aurait fixé trois grosses conditions pour

rester à Paris sur la durée et ne pas flirter avec les Madrilènes ou tout autre club potentiellement intéressé l'été prochain.

BYE BYE NEYMAR ?

Concrètement, le média explique que la première exigence de Mbappé n'est autre que le départ de Neymar. Des informations pas forcément surprenantes, puisqu'en début de saison différents médias français évoquaient une relation brisée entre les deux

hommes, en partie parce que la vedette de la Canarinha était convaincue que son partenaire avait demandé son départ à ses dirigeants l'été dernier. Autre condition fixée par Mbappé : la signature de Harry Kane.

Le média ne s'étend pas vraiment sur le sujet, mais indique que le Bondynoïso souhaite voir le buteur britannique débarquer à Paris. Enfin, troisième et dernière demande de Mbappé à ses dirigeants :

BRÉSIL

La famille de Pelé presque au complet à son chevet

La famille de Pelé était quasiment réunie au grand complet dimanche jour de Noël, au chevet de la légende brésilienne du football dont l'état de santé s'est récemment détérioré, selon des publications sur les réseaux sociaux. "Une nuit de plus avec lui", a écrit dimanche soir Kely Nascimento, fille du "Roi" Pelé, dans un nouveau message publié sur Instagram, accompagné d'une photo prise à

l'hôpital Albert Einstein avec ses frères et ses proches. "Même dans la tristesse, nous devons simplement être reconnaissants. Merci d'être ensemble, merci à tous pour votre amour, merci d'être capable d'être ici avec lui maintenant. Joyeux Noël", a-t-elle ajouté. La photo montre également Flavia, Celeste, Edinho et Joshua, tous enfants du "10" historique de la "Selecao", ainsi que Gemima McMahon, fille d'une de ses épouses. Pelé, 82 ans, qui souffre d'un cancer du côlon découvert en septembre 2021, est hospitalisé à Sao Paulo depuis la fin novembre. Dans leur dernier bulletin, ses médecins ont fait état mercredi d'une "progression" de son cancer ainsi que d'une "insuffisance rénale et cardiaque".

LIVERPOOL

Klopp rêve de Bellingham

Il ne s'agit pas d'un secret, Liverpool rêve d'attirer le milieu de terrain du Borussia Dortmund Jude Bellingham (19 ans, 15 matchs et 3 buts en Bundesliga cette saison) l'été prochain. L'entraîneur des Reds, Jürgen Klopp, se pose d'ailleurs en fan déclaré du grand talent anglais. "Je n'aime pas parler d'argent quand on parle d'un joueur comme lui. Tout le monde peut voir qu'il est juste exceptionnel. Si vous demandez à quelqu'un qui n'a aucune idée du football, ou qui connaît le football et ne l'a pas regardé depuis un certain temps : 'Quel âge donnez-vous à Jude Bellingham ?'. Je ne pense pas que quiconque se rapprocherait de son âge. Ils diraient 28 ou 29 ans parce qu'il joue avec tant de maturité. Il a joué une Coupe du monde exceptionnelle. Les choses qu'il est capable de faire sont difficiles à apprendre, tandis que les choses qu'il doit améliorer sont faciles. Donc, oui, c'est un très bon joueur", a assumé l'Allemand en conférence de presse. Pour rappel, Liverpool fait partie des grands favoris, avec le Real Madrid, pour boucler le transfert XXL de Bellingham, estimé à plus de 120 millions d'euros.

FC BARCELONE

Memphis Depay commence à sérieusement agacer les dirigeants

Alors que le club catalan veut mettre le Néerlandais à la porte, ce dernier n'a aucune intention de partir. 116 minutes. C'est ce qu'a joué Memphis Depay en Liga cette saison. S'il a pu retrouver les terrains de façon régulière au Qatar pendant le Mondial, étant la référence offensive de sa sélection, le Néerlandais doit se contenter des miettes en club. Il faut dire qu'en terres catalanes, la concurrence est rude aux avant-postes, et Xavi lui préfère bien des joueurs.

Pourtant, sa cote reste plutôt belle. Récemment, plusieurs offres sont arrivées sur le bureau de Mateu Alemany, le DG du club catalan, actuellement leader de la Liga. Newcastle aurait même formulé une proposition de 20 millions d'euros, et ce alors que le bail du joueur à Barcelone expire dans six mois. Galatasaray a aussi fait une proposition à la formation de la Ciudad Condal. Du pain béni pour l'écurie catalane, en difficulté sur le plan financier...

DEPAY FORCE POUR PARTIR LIBRE

Mais comme l'indique Marca, l'ancien joueur de l'OL recalcule tout le monde. La direction du Barça commence d'ailleurs à en avoir marre que l'attaquant envoie valser toutes les équipes qui entrent en contact avec lui pour tâter le terrain.

Le média va jusqu'à évoquer un «désespoir» de la direction barcelonaise, qui espère le vendre pour récupérer quelques deniers et pouvoir les utiliser pour renforcer des postes prioritaires comme le milieu de terrain ou les côtés de la défense. Mais Depay bloque.

L'intention du joueur serait de partir libre en juin pour pouvoir négocier une belle prime à la signature, comme ce fut le cas il y a deux ans après son départ de l'OL, et avoir un échantillon de potentiels futurs clubs plus large. De son côté, Xavi ne s'opposera pas à une vente, même s'il est bien content de l'avoir dans l'effectif. Encore un dossier dont Joan Laporta se serait bien passé...

REAL MADRID

La retraite, Kroos tranchera bientôt

Retraite internationale en 2021, et retraite définitive en 2023 ? A quelques mois de la fin de son contrat avec le Real Madrid, Toni Kroos (32 ans, 11 matchs et 1 but en Liga cette saison) n'a toujours pas décidé de quoi son avenir sera fait. Selon les informations de Marca, le milieu de terrain continue de peser le pour et le contre d'une prolongation avec les Merengues, et il n'annoncera pas sa décision avant le mois de février.

Alors, prolongera ou prolongera pas ? Son entraîneur, Carlo Ancelotti se montre optimiste, comme beaucoup d'autres membres du staff madrilène. Car le champion du monde 2014 continue de performer au plus haut niveau, et il demeure très important pour accompagner la nouvelle génération. Une chose est sûre : Kroos prendra sa retraite à Madrid, et non dans un autre club ou autre championnat exotique. Reste donc à savoir quand...

CHLEF. FOIRE NATIONALE DU MIEL ET DES PRODUITS DE LA RUCHE

25 exposants présents à la 9^e édition

La 9^e édition de la Foire nationale du miel et des produits de la ruche a été ouverte, dimanche, au musée public national de Chlef, avec la participation de 25 exposants de différentes wilayas du pays, a-t-on appris des organisateurs.

Cette 9^e édition du genre, relancée après un arrêt de deux (2) ans en raison de la pandémie de Coronavirus, est marquée par la participation de 25 exposants de plusieurs wilayas, dont Blida, Tipasa, Constantine, Médéa, El Bayadh et Chlef", a indiqué à l'APS, le président de l'association apicole de la wilaya de Chlef, Abdelaziz Ait Hammouda. La manifestation se veut "un espace pour la commercialisation des produits de la ruche et l'ancrage de la culture de consommation du miel chez les citoyens, tout en constituant une opportunité pour les apiculteurs débutants de bénéficier de l'expérience et du savoir faire de leurs homologues professionnels du domaine", a-t-il ajouté. Pour sa part, le président du conseil interprofessionnel de la filière apicole, Boufridi Mohamed Amine, a souligné le constat d'une "abondance dans la production de miel durant cette année, comparativement à la campagne écoulée", ce qui a contribué, selon lui, "à une participation qualitative des



apiculteurs qui ont proposé différents types de miel au consommateur". Il a, également, estimé que l'"affluence considérable" des citoyens à la première journée de cette foire, qui se poursuivra jusqu'au 2 janvier prochain, "est la preuve de la confiance du consommateur dans les exposants" notamment au regard de la vente de quantités de miel de différents types, avec possibilité de dégustation. Des apiculteurs rencontrés sur place, ont exprimé à l'APS, leur "satisfaction" à l'égard de la "production de cette année, grâce à l'amélioration des conditions climatiques pendant la période de floraison des arbres et des plantes pollinisés par les abeilles". L'apicultrice Louisa Belkamsi a

souligné "la diversité" des miels exposés, miel de forêt, miel de carotte sauvage, le miel multi fleurs, miel d'orange, "à des prix compétitifs et abordables". Le prix du kilogramme de miel d'agrumes est ainsi fixé à 2.800DA, alors que celui du miel de montagne va de 4000 à 4500 DA, le miel de carotte sauvage de 3800 à 4000 DA, et le miel de jujubier à 5000 DA le kg. Les produits de la ruche, dont les cosmétiques, les aliments énergétiques et la gelée royale, ont aussi attiré l'attention de nombreux visiteurs qui ont souligné "l'importance de ce type d'activités pour faire connaître la filière et surtout acquérir du miel à des prix compétitifs et promotionnels".

TÉBESSA. RÉSEAU DU GAZ NATUREL

Plus de 180 foyers raccordés à Morsott

Pas moins de 187 foyers du groupement d'habitation "El Khechine" relevant de la commune de Morsott, wilaya de Tébessa, ont été raccordés au réseau du gaz naturel, a-t-on appris dimanche auprès des responsables de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. L'opération ayant consisté en la pose d'un réseau de distribution long de 34,5 km, vise à améliorer les conditions de vie de la population de cette zone, a indiqué à l'APS la responsable de la cellule de l'information et de la communication de cette direction, Nardjes Benarfa. Dans ce même contexte, a-t-elle ajouté, il a été procédé à l'approvisionnement en énergie électrique de 61 autres habitations, du même groupement d'habitation à travers l'installation d'un réseau de distribution de 13 km et la mise en service de 3 nouveaux transformateurs électriques. Réalisée en mi-décembre en cours, l'opération qui a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière dépassant 32 millions DA, a pour objectif la fixation des habitants concernés dans leurs lieux d'origine, a affirmé la représentante locale de cette direction. S'agissant des projets d'alimentation en électricité des exploitations agricoles sans les procédures de prépaiement des charges de raccordement, la même responsable a révélé d'autre part que 602 structures de ce genre, réparties à travers le territoire local, ont bénéficié des bienfaits de cette énergie. Ces exploitations agricoles, a détaillé Mme Benarfa, sont réparties principalement sur les communes d'El Ma Labiodh, de Negrine et de Bir El Ater où l'activité agricole est marquée par un grand dynamisme, en plus d'autres localités, soulignant que des efforts sont en cours pour le parachèvement des travaux similaires et la mise en service du réseau électrique avant la fin de cette année, au profit de 40 autres structures du même genre. À signaler que la direction de Sonelgaz de Tébessa a réalisé un taux de 95 % du programme portant raccordement des exploitations agricoles en électrification rurale, à travers l'installation d'un réseau de distribution global estimé à 260 km et la mise en service de 200 transformateurs électriques. Aussi et dans la même wilaya, 150 exploitations agricoles ont bénéficié d'un programme consistant en l'amélioration de la qualité d'alimentation en énergie électrique notamment des régions qui disposent de vastes surfaces agricoles, a encore précisé la même responsable. Une démarche qui a pour but d'encourager l'investissement agricole tout en contribuant à permettre aux agriculteurs de diversifier leurs productions, toutes filières confondues, selon les services locaux de la Sonelgaz.

ORAN. OUED TLÉLAT

Distribution prochaine de près de 400 logements publics locatifs

Quelque 400 logements de type public locatif (LPL) seront distribués prochainement à Oued Tlélat, au sud d'Oran, a-t-on appris, dimanche, du chef de daïra, Mustapha Mahdjoubi. La liste des postulants bénéficiaires de 396 logements publics locatifs a été affichée, ce dimanche, à travers quatre sites d'Oued Tlélat, en attendant leur distribution aux bénéficiaires dans les prochains jours, après achèvement de la période de recours, fixée à huit jours, selon M. Mahdjoubi. Au cours de cette année, plus de 700 unités de la formule LPL, situées au nouveau pôle urbain d'Oued Tlélat, ont été distribuées aux familles qui vivaient dans les sites précaires "Placetta" et "Sbika", relevant de la commune d'Es-Sénia, rappelle-t-on.

CONSTANTINE. CONSIDÉRÉ COMME UNE DES CURIOSITÉS DE LA VILLE

Plus de 600 millions DA pour la réhabilitation du "chemin des touristes"

Une enveloppe de plus de 600 millions de DA a été mobilisée pour la réhabilitation du chemin des touristes de Constantine, un monument phare du tourisme local, a-t-on appris lundi de la direction de wilaya du Tourisme et de l'Artisanat. Considéré comme une des curiosités de la ville du Vieux Rocher, le chemin des touristes long de 2,5 km avec une largeur de 1,5 mètre, a bénéficié d'une opération de réhabilitation qui a nécessité un investissement public de plus de 600 millions DA, a fait savoir la même source. La direction du Tourisme et de l'Artisanat de Constantine œuvre actuellement à lever toutes les contraintes techniques notamment, pour permettre le lancement dans les meilleurs délais, des travaux de restauration de cette promenade, un passage accroché à la paroi des rochers, au-dessous du Rhumel. Œuvre de l'ingénieur-constructeur Frédéric Rèmes, le chemin des touristes de Constantine avait été réalisé entre 1843 et 1895. Fermé en 1958, consécutivement à d'importantes crues qui avaient durablement affecté les bains romains dénommés "Bains de César", un lieu très apprécié à l'époque par les visiteurs, ce site a littéralement été asphyxié par des amas de déchets et le déversement des eaux usées qui ont délabré ses espaces verts et ses jardins suspendus.

TIZI-OUZOU. SOLIDARITÉ

Réouverture du siège du comité de wilaya du CRA

Le siège du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien (CRA) dans la ville de Tizi-Ouzou, ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation, a été rouvert dimanche. Le siège, sis à la rue Rabah Souibes, abrite les bureaux du comité de wilaya du CRA, une école de formation en secourisme, un centre de Transit et un espace de stockage, des structures qui, à leur mise en exploitation, apporteront un plus à l'ac-

tion humanitaire et de solidarité menée par le Croissant, au niveau local, a-t-on appris sur place. Le coût global des travaux de réhabilitation et d'aménagement de l'ensemble de ces structures, a été estimé à plus de 7,923 millions de DA selon le devis des travaux présenté à la présidente du CRA. Par ailleurs, une cérémonie de remise de diplôme à une promotion de 38 formateurs en secourisme, ayant suivi un stage de trois

jours dans la commune d'Assi Youcef (Sud-ouest de la wilaya), a eu lieu au nouveau siège. La présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui qui a présidé la cérémonie, a rappelé le rôle "important" du CRA, notamment durant les catastrophes naturelles, en participant aux opérations de secourisme, saluant "les efforts" et "l'efficacité" des bénévoles de Tizi-Ouzou, pendant les incendies de l'été 2021.

RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Une quarantaine d'exploitations agricoles raccordées depuis janvier

Une quarantaine d'exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique depuis janvier 2022, a indiqué dimanche, dans un communiqué, la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Tizi-Ouzou (relevant de Sonelgaz-distribution). Les 43 exploitations agricoles ont été raccordées bénévolement au réseau électrique dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Sonelgaz visant sa contribution dans la réalisation des programmes de développement, a précisé la même source. La Direction de

distribution de Tizi-Ouzou a rappelé, dans le communiqué, son "engagement à accompagner les agriculteurs à travers la wilaya, en répondant rapidement à toutes leurs demandes de raccordement en énergie, gratuitement", signalant que les opérations de branchement de ces exploitations agricoles ont été réalisées "sans aucun prépaiement des redevances de frais de raccordement". Il est noté dans le même document que 50 autres exploitations agricoles sont en cours de raccordement au réseau électrique, à travers la wilaya.

UNE TEMPÊTE FAIT AU MOINS 32 MORTS

Des dizaines de milliers d'Américains sans courant

"Ce n'est pas le Noël qu'on voulait": une tempête hivernale, charriant des vents glacés et balayant le centre et l'est des États-Unis depuis des jours, a fait plus d'une trentaine de morts et laissé des dizaines de milliers d'Américains sans courant le jour de Noël.

Trente-deux décès ont été confirmés dans neuf États, dont 13 dans le comté d'Erie, situé dans l'État de New York et qui comprend la ville de Buffalo, où les amas de neige accumulés ont atteint jusqu'à trois mètres de haut par endroits. Certaines victimes ont été retrouvées dans des voitures et d'autres dans la rue au milieu de la neige. Depuis mercredi soir, les États-Unis sont frappés par cette tempête d'une rare intensité, dont les vents polaires ont provoqué d'importantes chutes de neige, notamment dans la région des Grands lacs. "Ce n'est pas le Noël qu'on voulait", a dit Mark Poloncarz, responsable pour le comté d'Erie, qui craint que d'autres morts ne soient bientôt comptabilisés dans son comté. "Il y a des personnes coincées



Ph: DR

dans leur voiture depuis plus de deux jours et d'autres dans des maisons où les températures sont frigorifiques", a-t-il averti. Une interdiction de se déplacer avait été prononcée dans cette région vendredi mais des centaines de personnes se sont malgré tout retrouvées bloquées dans leur véhicule. Les secours allaient dimanche de voiture en voiture

pour voir "s'ils trouvaient des corps", a décrit Mark Poloncarz sur CNN. - "Crise majeure" - "C'est une crise majeure", a reconnu la gouverneure de l'État de New York Kathy Hochul, native de Buffalo, qui a déployé la Garde nationale. "J'ai connu toutes les grandes tempêtes hivernales des 60 dernières années", a-t-elle lancé. "Celle-ci est la pire." L'électricité ne sera pas complètement rétablie à Buffalo avant lundi, a prévenu M. Poloncarz, appelant les habitants à ne pas sortir de chez eux, les routes restant impraticables. L'aéroport international de la ville restera fermé jusqu'à mardi. Entre 30 et 60 cm de neige devaient encore tomber jusque dans la nuit, d'après le dernier bulletin du service météorologique américain (NWS). "Une grande partie de l'est des États-Unis restera soumise à un froid intense jusqu'à lundi, avant des tendances plus modérées mardi", a annoncé le NWS dans son dernier point. "Les vents sont tellement forts" que la neige forme comme des "dunes de sable", c'est "dingue", a décrit samedi auprès l'AFP Ali Lawson, 34 ans, qui vit à Buffalo depuis huit ans. Plus de 48 000 foyers étaient toujours sans électricité dimanche sur la côte est, où les intempéries ont initialement privé d'électricité quelques 150 000 foyers, selon le site Poweroutage.us. - Risque d'hypothermie - Plus de 3 000 vols ont été annulés dimanche, s'ajoutant à environ 3 500 autres annulés samedi et 6 000 autres vendredi, selon le site de suivi Flightaware.com. Un peu partout dans les villes américaines, comme à Denver ou Chicago, des refuges ont été ouverts pour accueillir les personnes dans le besoin pour leur permettre de se réchauffer et les protéger des risques d'hypothermie. À El Paso, au Texas, des migrants désespérés venus du Mexique se sont blottis pour se réchauffer dans des églises, des écoles et un centre civique, a expliqué à l'AFP Rosa Falcon, une enseignante et bénévole. Mais certains ont choisi de rester dehors par des températures glaciales parce qu'ils craignaient d'attirer l'attention des autorités d'immigration, a-t-elle ajouté. La tempête a aussi affecté le Canada où un accident de bus sur une route gelée a fait au moins quatre morts et plusieurs dizaines de blessés en Colombie-Britannique, selon les autorités. Plus de 150 000 personnes sont également privées d'électricité, notamment en Ontario et au Québec. Tous les trains de Toronto à Ottawa et à Montréal ont par ailleurs été suspendus le jour de Noël à la suite du déraillement d'un train, selon le service de transport ferroviaire canadien.

PUB

INTERDITES DE TRAVAILLER AVEC DES FEMMES Des ONG suspendent leurs activités en Afghanistan

Plusieurs organisations étrangères ont suspendu dimanche leurs activités en Afghanistan après l'interdiction faite aux ONG de travailler avec des femmes, un haut responsable onusien prévenant qu'il sera "très difficile" de poursuivre l'aide humanitaire si les talibans restent sur leur position. Dans un communiqué commun, Save the Children, le Conseil norvégien pour les réfugiés et CARE International ont annoncé la suspension de leurs activités en attendant que l'annonce d'interdiction faite samedi par les talibans soit "clarifiée". "Nous suspendons nos programmes, en exigeant que les hommes et les femmes puissent poursuivre de la même manière notre aide pour sauver des vies en Afghanistan", ont expliqué les trois associations à la sortie d'une réunion rassemblant de hauts responsables de l'ONU et des dizaines d'ONG. Une autre ONG, le Comité international de secours (IRC), présent en Afghanistan depuis 1988, a également annoncé "suspendre" ses activités dans le pays, soulignant que sur ses 8.000 collaborateurs, 3 000 sont des femmes. Le ministère afghan de l'Économie a ordonné samedi à toutes les organisations non gouvernementales de cesser de travailler avec des femmes sous peine de suspendre leur licence d'exploitation. Il n'a pas été précisé si la directive concernait le personnel féminin étranger des ONG. Dans la lettre envoyée aux ONG locales et internationales, le ministère explique avoir pris cette décision après avoir reçu des "plaintes sérieuses" selon lesquelles les femmes y travaillant ne respectaient pas le port du "hijab islamique". En Afghanistan, les femmes sont contraintes de se couvrir le visage et entièrement le corps. "S'ils (les autorités talibanes) ne sont pas en mesure de revenir sur cette décision et de trouver une solution à ce problème, il sera très difficile de poursuivre et de fournir une aide humanitaire de manière indépendante et équitable, car la participation des femmes est très importante", a déclaré à l'AFP le coordonnateur humanitaire de l'ONU pour l'Afghanistan, Ramiz Alakbarov. "Nous ne voulons pas suspendre immédiatement l'aide car cela nuirait au peuple afghan", a-t-il poursuivi, évoquant un impact "dévastateur" sur l'économie déjà délabrée du pays.

NAUFRAGE EN THAÏLANDE Trois nouveaux corps repêchés, portant le bilan à 18

Trois corps supplémentaires ont été repêchés, une semaine après le naufrage d'un navire des forces armées thaïlandaises, a indiqué dimanche la marine royale de Thaïlande, qui a porté le bilan à 18 morts. Onze membres de l'équipage de 105 personnes sont toujours portés disparus, selon la marine. La corvette HTMS Sukhothai a coulé dans la nuit du 18 décembre à une trentaine de kilomètres des côtes, au large de Bang Saphan (sud), déclenchant une vaste opération de sauvetage qui a permis de secourir 76 membres d'équipage. "Nous avons trouvé trois corps qui seront soumis à une procédure d'identification et d'autopsie, ce qui prendra trois ou quatre jours", a déclaré le porte-parole de la marine, Pogkrong Montradpalin. La marine a porté le bilan du naufrage à 18 morts. Douze corps avaient déjà été repêchés et identifiés comme des membres d'équipage. Et trois autres dépouilles ont été retrouvées, dont l'une samedi a également été identifiée, a indiqué M. Pogkrong sans plus de détails.

15e FNTF

"Mawt Ed'dhet Et'thalitha", un compte rendu amer sur l'isolement social des personnes du troisième âge

La pièce de théâtre, "Mawt Edh'dhet Eth'thalitha" (la troisième mort de soi), un psychodrame à l'issue tragique sur les difficultés et les tourments que subissent les personnes du troisième âge, a été présenté dimanche à Alger, devant un public nombreux.

Accueilli au théâtre Mahieddine-Bachtarzi (TNA) dans le cadre du 15e Festival national du théâtre professionnel (FNTF), le spectacle, a été mis en scène par Aïssa Djekkati, sur un texte de Mohamed Lamine Benrabie. En une heure de temps, la pièce raconte en trois tableaux déployés en un seul acte, les tourments psychologiques vécus par "Wahi", un vieux retraité d'une haute fonction, vivant mal son isolement imposé après sa mise à la retraite, alors qu'il était des plus sollicités par ses amis, ainsi que par son entourage familial et professionnel. Vivant dans le désespoir et le regret, wahi cherche à se débarrasser de son passé, jusqu'au jour où Nabila entre en jeu pour bousculer les habitudes d'abandon de soi, de son bien aimé, l'accablant violemment à rompre avec l'oisiveté et à se défaire de ses idées noires et destructrices.

Servie par, Toufik Rabhi, Salim Bououene et Besma Daamache, le spectacle a été nourri par une série de conflits intellectuels provoqués par le maître des lieux, avec son serviteur ou encore sa présumée bien aimée, dans un rythme d'échanges soutenu. "Construits sur le terrain de la



réflexion, les conflits sont établis dans des rapports qui répondent à une géométrie triangulaire de l'espace que l'ont retrouvé également, chez les personnages", explique le metteur en scène.

La scénographie, signée Mourad Bouchehir, a été des plus pertinentes, restituant, par un décor minimaliste, l'état d'esprit de Wahi, au "crépuscule de sa vie" vivant mal sa condition de "rejeté de tous", à travers une chambre délabrée, baignant dans un total désordre.

Le public a longuement applaudi ce spectacle, produit par le Théâtre régional d'El Eulma et dédié à la mémoire du comédien de cette institution culturelle, Abgelghani Chouar, (Abbès), disparu en

2021. Auparavant, le festival a rendu hommage à une grande figure du théâtre et de la télévision et ancien professeur à l'Institut supérieur des métiers des Arts de la scène et de l'audio-visuel (ISMAS), Malek El-Agoune, en présence de tous ses anciens étudiants, devenus depuis de grands artistes, connus du public.

Treize spectacles en compétition au TNA et une trentaine d'autres en off, programmés dans les salles Ibn Khaldoun, Théâtre municipal d'Alger-Centre et Hadj-Omar au TNA, animeront jusqu'au 1er janvier 2023, le 15e FNTF.

Des conférences, des masters-class et des spectacles de rue, sont également au programme du festival.

FESTIVAL CULTUREL LOCAL DES CHANSONS ET MUSIQUES DU M'ZAB

Début de la 8^e édition à Ghardaïa

La huitième édition du festival culturel local des chansons et musiques du M'zab s'est ouverte dimanche en fin d'après-midi sur un air festif agrémenté de baroud, shows de fantasia et de danses folkloriques à la salle de cinéma M'zab à Ghardaïa. Le coup d'envoi de ce festival, une manifestation éclectique dédiée à la promotion et la préservation de cet art musical authentique de la région placée sous le thème "chants anciens Izalwan du M'Zab", a été donné par le secrétaire général du ministère de la Culture et les Arts, Zohir Balalou, en présence du wali de Ghardaïa Abdallah Abinouar, des autorités locales et d'un public nombreux.

Après une longue absence en raison de la Covid-19, le Festival culturel local des chansons et musiques du M'Zab fait son grand retour cette année pour pérenniser et valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel de la région pour en faire un élément moteur du développement durable, a indiqué à l'APS le représentant de la ministre de la culture et des arts, Zohir Balalou. Le secrétaire général du ministère de la

Culture et des Arts s'est félicité des efforts déployés au niveau de la région pour la préservation et la valorisation du patrimoine, à travers son intégration dans les différents plans de développement local sachant que Ghardaïa constitue une destination touristique phare. La richesse et la diversité du patrimoine matériel et immatériel oral de la région dans toute sa diversité sociologique est susceptible de contribuer au rayonnement culturel et au développement économique et social de la région, a soutenu M. Balalou. Le wali de Ghardaïa a affirmé, de son côté, que "la reprise des activités culturelles dans la région en cette période de vacances contribue inéluctablement à l'attractivité des vacanciers et visiteurs et au développement de l'économie locale basé sur l'artisanat et le tourisme".

Dans une ambiance festive empreinte de joie et de liesse collective, un large public de différents âges n'a pas hésité à investir, la salle de cinéma M'Zab de Ghardaïa réservée aux spectacles, pour apprécier à leur juste valeur les futurs jeunes talents et stars de la chanson locale. Cette 8^e édition constitue aussi un

espace "idéal" pour fêter la diversité culturelle, consolider les valeurs de fraternité et de tolérance, en plus de promouvoir la chanson et la musique du M'zab et la découverte de jeunes talents de la région.

Ce rendez-vous artistique regroupe une trentaine de troupes artistiques et de jeunes talents de la région du M'zab qui agrémenteront, durant la période du festival, les soirées des mélomanes de ce genre artistique.

De l'avis des organisateurs, ce festival qui ambitionne de s'ériger en rendez-vous annuel, se propose de s'intéresser à l'art musicale du M'Zab dans un souci de le promouvoir, tout en préservant sa diversité sa richesse et de le rendre plus accessible aux jeunes générations. Outre sa contribution à l'animation culturelle et touristique de la wilaya de Ghardaïa, ce festival est une véritable vitrine de la diversité culturelle et artistique de la région et une occasion idoine pour les visiteurs et les vacanciers de découvrir l'histoire, la civilisation et les coutumes et traditions séculaires d'une région des plus riches et authentiques du pays, ont-ils poursuivi. En marge de ce festival institutionnalisé en

2008, des ateliers académiques sur le patrimoine immatériel oral, l'art musical de la région ainsi que des conférences portant sur une journée d'étude consacrée à l'avenir du festival des chansons et musiques du M'Zab, à la recherche de l'art musicale de la région et le sponsoring de ce festival ainsi que des hommages aux artistes de la région seront organisés. En marge de ce festival institutionnalisé en 2008, des ateliers académiques sur le patrimoine immatériel oral, l'art musical du M'Zab et des soirées poétiques ont été prévu dans le programme qui s'achèvera par une cérémonie de clôture et de remise des prix prévue le 28 décembre prochain.

Cette 8^e édition du festival culturel local des chansons et musiques du M'Zab a été marquée par la présence des membres de l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (ONDA) pour préserver la propriété intellectuelle et les droits des artistes, signale-t-on. La 1^{ère} édition s'est déroulée en mai 2009 avec la participation de plus d'une vingtaine de troupes artistes et de jeunes talents de la wilaya de Ghardaïa, rappelle-t-on.

PEINTURE

"La préface", première exposition de Said Chaouche

Dans sa première exposition intitulée "La préface", l'artiste peintre Said Chaouche, propose à son public une visite guidée de son univers artistique et une immersion dans ses influences culturelles puisées dans l'art universel et la culture algérienne. Accueillie à la galerie Ezzou'Art, l'exposition rassemble un vingtaine d'oeuvres de ce peintre autodidacte qui rend hommage à plusieurs personnalités artistiques l'ayant marqué tout en explorant une multitude de techniques sans attachement académique. Touchant au cubisme, à l'impressionnisme, à la calligraphie ou encore au surréalisme, Said Chaouche, architecte urbaniste de formation et de métier, s'inspire presque naturellement de la peinture de l'artiste néerlandais Pieter Mondrian, dans le choix des couleurs et dans la géométrie qu'il revisite librement. Dans une série à mi-chemin entre la bande dessinée et les principes du cubisme, le peintre célèbre la musique dans des toiles comme "Mélomania" et "symphonie" et restitue des tranches de vie toute simple avec une touche d'exagération burlesque dans "coiffeur" et "la vie en rose" où l'éclatement des couleurs est de mise. L'artiste a également choisi de rendre hommage à son univers musical avec des portraits de célébrités d'Algérie et d'ailleurs, comme Hasni Chakroun, Amar Ezzahi, Georges Brassens, Amy Winehouse ou encore Frida Khalo dans un style Pop'Art, très inspiré des œuvres numériques de Hichem Gaoua, connu sous son nom d'artiste "El-Moustache". Dans cette série incluant aussi un portrait du musicien et chanteur Fawzi BB Blues, et un portrait de Bob Marley, le peintre s'inspire également des œuvres du célèbre artiste américain Andy Warhol, figure de proue du mouvement des arts visuels Pop'Art. Said Chaouche célèbre également la ville d'Oran dans ses œuvres, en mettant en avant sa diversité culturelle et musicale, son authenticité et son statut de ville méditerranéenne par excellence. L'exposition "La préface" se poursuit jusqu'au 12 janvier prochain.

TIZI-OUZOU

Une compétition pour les enfants passionnés de chant et de musique

Une compétition pour les enfants âgés entre 4 et 10 ans, passionnés par la chanson et la musique, a été lancée dimanche à Tizi-Ouzou par la direction de la culture et des arts, afin d'encourager les jeunes talents, a-t-on appris auprès des initiateurs. Cette initiative, a souligné la même source, vise à "encourager les jeunes talents et permettre aux enfants de s'approprier la scène, de manipuler les instruments de musique, puisque la compétition porte sur le chant et la musique, et surtout de se forger une forte personnalité". Au premier jour de l'ouverture de cette compétition de chant et de musique, abritée par la salle de cinéma Djurdjura, un établissement culturel qui été rénové et ouvert récemment, une centaine d'enfants se sont produits sur scène en présence de leurs familles et amis, dans une ambiance festive, a indiqué à l'APS la directrice locale de la culture Nabila Goumeziane. Le passage des jeunes compétiteurs sur scène a permis de "découvrir de belles voix, des enfants qui ont du charisme sur scène et d'autres qui savent très bien manipuler des instruments de musique", a-t-elle ajouté.

Les courses *en* direct



HIPPODROME ANTAR IBN CHEDDAD - ORAN
MARDI 27 DÉCEMBRE 2022 - PRIX : EL BEY - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H50
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Raid Lakrad et Anbar El Mesk, logique oblige

Ce mardi 27 décembre on revient à l'hippodrome Antar Ibn Cheddad Oran, avec ce prix El Bey réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur né-élevé, ne s'étant pas classé parmi les deux premiers d'une épreuve depuis avril passé, qui nous propose un quinté assez moyen, avec une arrivée pas tout à fait difficile à déchiffrer. On ne peut aller plus loin que les sept chevaux suivants : Anbar El Mesk, Raid Lakrad, Faiza D'hem, Toisandor, Chauq, Fel El Nasr et Giga Tune

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. CHAOUQ. Sur ce parcours, il garde des chances intactes pour les places. Outsider assez intéressant.

2. FEL EL NASR. Sur ce qu'il a fait de mieux. Ce cheval peut décrocher une cinquième place.

3. KIRLI. Rien à voir.

4. SOMOUD EL ASYL. Pas évident. Tâche assez difficile.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	CDS	ENTRAÎNEURS
AB. RAHMANI	1	CHAOUQ (0)	AB. BOULESBAA	57	1	AB. BOULESBAA
AH. FEGHOULI	2	FEL EL NASR	YS. BADAOUI	57	5	YS. BADAOUI
AEK. AOUAD	3	KIRLI	MB. CHADLI	57	10	PROPRIÉTAIRE
R. MESSAOUD	4	SOMOUD EL ASYL (0)	A. MESSAOUD	56	8	PROPRIÉTAIRE
AEK. AOUAD	5	RAFIL	JJ : N. MANSOUR	55	12	PROPRIÉTAIRE
AH. FEGHOULI	6	ANBAR EL MESK	K. HAOUA	55	11	YS. BADAOUI
D. DJELLOULI	7	RAID LAKRAD	W. HAMOUL	54	6	M. MESSAOUD
AL. AOUAD	8	TOISANDOR	AP : D. MABROUK	53	7	PROPRIÉTAIRE
AL. AOUAD	9	GET UP	HO. EL FERTAS	52	4	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	10	FAIZA D'HEM	JJ : MD. ASLI	51	3	K. ASLI
AB. BENMERZOUG	11	NASSIAT EL KHEIR	F. MOUISSI	51	2	AB. GASMI
AL. AOUAD	12	GIGA TUNE	AP : MA. AIDA	49	9	PROPRIÉTAIRE

5. RAFIL. Rien à voir.

6. ANBAR EL MESK. C'est l'un des prétendants à la victoire. Ses performances plaident en sa faveur.

7. RAID LAKRAD. Ce poulain n'aura aucun souci à se frayer une place parmi les meilleurs du podium. À retenir sans voir.

8. TOISANDOR. Cette pouliche n'est engagée qu'à bon escient. Elle est tout le temps dans l'argent. À suivre.

9. GET UP. Débute en course. Il reste difficile à situer.

10. FAIZA D'HEM. Quoiqu'elle n'a pas été revue en piste depuis mars passé. Elle reste difficile à écarter définitivement. Méfiance.

11. NASSIAT EL KHEIR. Rien de probant. À revoir.

12. GIGA TUNE. Une cinquième place n'est pas impossible pour elle. Le lot n'est assez solide à l'arrière.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

7. RAID LAKRAD - 6. ANBAR EL MESK - 10. FAIZA D'HEM - 8. TOISANDOR - 2. FEL EL NASR

LES CHANCES

1. CHAOUQ - 12. GIGA TUNE

Saisie de plus de 20 kg de kif traité à Tébessa

Les services de la Sûreté de la wilaya de Tébessa ont saisi plus de 20 kg de kif traité, rapporte lundi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps sécuritaire. La brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants relevant de la Sûreté de wilaya a démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans le stockage et le transport de drogues dans le but de les commercialiser, indique le document. Le contrôle de trois (3) véhicules de tourisme à un barrage, mis en place après exploitation d'informations sur le réseau criminel, a permis la découverte de 20,08 kg de kif traité (cannabis) dissimulés à bord du troisième véhicule, a souligné la même source. Une enquête, ouverte sur instruction du Parquet territorialement compétent, a permis l'arrestation de six (6) personnes. Un dossier judiciaire a été constitué contre les mis en cause pour "détention, possession, stockage, transport et achat de stupéfiants de manière illégale dans le cadre d'un groupe criminel organisé" et "importation et tentative d'exportation illégales de drogues (kif traité)", a-t-on noté. Les individus ont été présentés devant les instances judiciaires concernées, a-t-on fait savoir.

Six morts et 203 blessés sur les routes ces dernières 24 heures

Six (06) personnes ont trouvé la mort et 203 autres ont été blessées dans 169 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef où l'on déplore 3 morts et un blessé suite à une collision entre 2 véhicules légers sur la RN 19, au niveau de la commune d'Ouled Fares, précise la même source. D'autre part, une femme est décédée et 10 autres personnes ont souffert de brûlures dans une explosion de gaz de ville, suivie d'un incendie, survenue dans un appartement de la cité AADL de la commune de Sidi Bel-Abbès, indique la Protection civile. Les éléments de la Protection civile sont, également, intervenus pour prodiguer les soins de premières urgences à 3 personnes incommodées par l'inhalation de monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage à l'intérieur de leurs domiciles dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Batna et Khenchela, ajoute la même source.

Un incendie dans un appartement fait un mort et dix blessés à Sidi Bel-Abbès

Une personne a trouvé la mort et dix autres ont été blessées lundi dans l'incendie d'un appartement dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'incendie s'est déclaré dans un logement, situé à la cité 1.200 logements AADL, sur la route de Tessala suite à une explosion de gaz, a-t-on indiqué. Une femme a été carbonisée et dix personnes (deux hommes, six femmes et deux enfants) souffrent de diverses brûlures, a-t-on précisé de même source. La dépouille de la victime a été déposée à la morgue du CHU Abdelkader

Hassani de Sidi Bel-Abbès. Les blessés ont été transférés vers les urgences du même établissement de santé. La Protection civile a déployé 35 agents de divers grades, cinq camions-incendie et cinq ambulances. Les services de la Protection civile ont enregistré un autre incendie, qui s'est déclaré tôt ce matin, au niveau d'un parking du centre-ville de Sidi Bel-Abbès. La même source a révélé que l'incendie, qui n'a fait aucune victime, a endommagé dix véhicules. Quatre camions d'incendie et deux ambulances ont été mobilisés pour cette intervention, a-t-on ajouté de même source.



Démantèlement d'un atelier de fabrication de produits cosmétiques contrefaits à Sétif

Les éléments de la 9ème sûreté urbaine de Sétif ont démantelé un atelier de fabrication de produits cosmétiques contrefaits et saisi d'importantes quantités de ces produits, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Cette opération de lutte contre les crimes économiques a permis la saisie de 20 514 unités de mousse à raser d'une marque dont les dates de péremption rééditées, 3 885 flacons d'huiles périmées, 276 805 flacons de plastique vides de champoing de diverses marques connues, 18 rubans de labels de fabricants et diverses autres préparations qui ont été détruites en présence des services compétents, a indiqué le commissaire de police Abdelouahab Aïssani, responsable de la cellule de communication, qui a indiqué que la valeur de ces saisis dépasse les 10 millions DA. Selon la même source, l'affaire a débuté avec un appel d'un citoyen par le numéro vert suite à quoi les éléments de la 9ème sûreté urbaine assistés par des éléments de la police sont intervenus avant de confier l'affaire à la brigade économique et financière du service de la police judiciaire en raison de son importance et ses risques.

Serbie : au moins 51 personnes intoxiquées après une fuite d'ammoniac

Au moins 51 personnes ont été intoxiquées dimanche soir dans la région de Pirot, dans le sud-est de la Serbie, après la fuite d'ammoniac d'un wagon-citerne à la suite du déraillement d'un train, a déclaré à la presse le maire de cette ville. "Il y a eu 51 cas d'intoxication. Sept personnes ont été transportées à (l'hôpital) de Nis", grande ville la plus proche, a dit le maire de Pirot Vladan Vasic, en conférence de presse. Il a ajouté que l'état d'urgence avait été déclaré "dans une partie de Pirot", ville d'environ 60 000 habitants, une mesure qui signifie notamment la fermeture des écoles. Le train a déraillé en début de soirée, ce qui a provoqué "la fuite (d'ammoniac) et la dispersion d'une grande quantité de gaz dans l'atmosphère", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Le ministère a appelé les habitants de la zone à ne pas quitter leurs foyers. Le trafic a été interrompu sur plusieurs routes.

États-Unis : des bus de migrants déposés devant la résidence de Kamala Harris

Des bus remplis de migrants ont été déposés samedi soir devant la résidence de la vice-présidente américaine Kamala Harris à Washington. Plus de 100 migrants - dont des femmes et des enfants - seraient arrivés dans trois bus à l'Observatoire naval, où se trouve la résidence de la vice-présidente, par des températures historiquement glaciales. Certains des migrants portaient de simples T-shirts et ont reçu des couvertures avant d'être transférés dans une église locale. Parmi les arrivants figuraient des demandeurs d'asile originaires d'Equateur, de Cuba, du Nicaragua, du Venezuela, du Pérou et de Colombie, a précisé un bénévole à la chaîne CNN. Les militants pro-immigration ont affirmé que cet incident démontrait un



manque de sensibilité en raison des températures glaciales dans la capitale, tandis que le pays continue de ressentir l'impact d'une puissante tempête hivernale en cette période de

vacances de Noël. La Maison Blanche s'en est prise au gouverneur du Texas, Greg Abbott, l'un des trois républicains au moins qui ont envoyé des migrants dans des villes dirigées par des

démocrates pour protester contre les politiques d'immigration de l'administration Biden, qualifiant le dernier transfert de "coup cruel, dangereux et honteux". "Le gouverneur Abbott a abandonné des enfants sur le bord de la route par des températures inférieures à zéro la veille de Noël sans coordination avec la moindre autorité fédérale ou locale", a déploré le porte-parole de la Maison Blanche, Abdullah Hasan, dans un communiqué transmis aux médias.

AUX POINGS

MISE

« Je pense que le plus important à relever et à signaler est cette capacité dans l'organisation, dans l'anticipation et l'accompagnement sur le plan moral qu'a laissé le président de la République au personnel de la santé dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire. Les résultats obtenus en matière de gestion de la pandémie de la Covid-19 montre qu'on a été à la hauteur. Il faut dire que la loi portant protection du personnel soignant a été la première décision phare et importante prise par Tebboune en direction du secteur en début de la crise sanitaire ».

Le docteur Lyes Merabet, président du SNPSP



Le Courrier d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Mardi 27 décembre 2022

22 °C / 8 °C



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 9 km/h
Humidité : 58%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 6 km/h
Humidité : 79%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Mardi 3 jourmada el thani 1444

Dohr : 12h49
Assar : 15h21
Maghreb : 17h42
Ïcha : 19h07

Mercredi 4 jourmada el thani 1444
Sobh : 06h27
Chourouk : 08h00

DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA NORMALISATION DES RELATIONS ENTRE LE MAROC ET ISRAËL

Le Makhzen droit dans le mur...

Le Maroc vit une fracture que le Makhzen refuse d'admettre. Pour les observateurs avertis, si le palais royal et ses affidés ont déroulé le tapis rouge à Israël et ses criminels, le peuple marocain continue de refuser tout rapprochement et toute normalisation avec l'entité sioniste.

Pour l'anecdote, lors des célébrations de leurs exploits, lors du dernier Mondial qui s'était déroulé au Qatar, des joueurs marocains se faisaient un plaisir d'arborer fièrement le drapeau palestinien. Un geste qui avait déplu à Israël qui avait demandé des explications à Akhenouch qui s'était fendu en excuses tout en expliquant que cette attitude ne reflétait nullement la volonté du commandeur des croyants ni de celle de son gouvernement. Il y a quelques jours, le Maroc officiel et Israël ont célébré le deuxième anniversaire de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, en présence de responsables et de ministres du Royaume, à leur tête, Andrey Azoulay, l'ex-conseiller personnel de l'ex-roi Hassan II et haut conseiller de Mohamed VI. La cérémonie, organisée par le bureau de liaison israélien au Maroc, qui s'est déroulée au Théâtre Mohamed V de Rabat a été marquée par un gala de musique animé par des artistes des deux pays. Les officiels marocains, toute honte bue et ne faisant aucun cas du refus du peuple de toute normalisation avec l'entité sioniste, se sont affichés aux côtés des sanguinaires assassins des enfants palestiniens. « L'agence Anadolu » a indiqué que la chargée d'affaires du bureau de liaison israélien au Maroc, Alona Fisher, le conseiller du monarque marocain, André Azoulay, la ministre de la Solidarité, de l'Intégration sociale et de la Famille, Awatef Hayar, et la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leïla Benali ont été présents à cette cérémonie.

Le Maroc officiel, qui a trahi la cause palestinienne en nouant des relations diplomatiques avec l'entité sioniste, n'a



rien gagné au change. Bien au contraire, il s'est mis sur le dos le peuple marocain qui continue de manifester chaque jour son rejet de tout rapprochement avec l'entité sioniste. Il y a quelques jours, les Marocains, attachés à la cause palestinienne, sont sortis dans la rue pour rappeler aux responsables du royaume et à leur tête le Roi Mohamed VI que le peuple refuse et s'oppose à tout rapprochement avec l'entité sioniste.

Il faut rappeler dans ce contexte que plusieurs opposants marocains et plusieurs intellectuels voient en ce rapprochement une menace pour la souveraineté de leur pays. « Le Maroc va perdre sa souveraineté et sa liberté de décision politique. André Azoulay est chargé de cette mission. Il est en train de construire, par petites touches, le cheval de Troie qui permettra à Israël d'occuper, sans coup férir, le Maroc. D'ailleurs certains ministères ont été dotés de conseillers israéliens qui sont consultés pour la moindre décision politique. Au rythme où vont les choses, ces conseillers seront bientôt les véritables décideurs », a affirmé récemment un opposant dans un Tweet.

Le Palais royal et son Makhzen, qui s'acharnent à fouler aux pieds les résolutions du Conseil de sécurité et le plan de

règlement du problème du Sahara occidental adopté par l'Assemblée générale de l'ONU, ont emmené leur pays dans un cul de sac. Ils ont adopté la politique du « droit devant », ils n'ont pas vu le mur sur lequel ils risquent de se fracasser la « tronche », d'hypothéquer les intérêts de leur pays et de mettre en péril son indépendance. Leur politique de rapprochement avec Israël est non seulement dangereuse pour leur pays mais pour toute la région d'Afrique du nord. Ils ont offert une tête de pont à l'entité sioniste et ils vont payer très cher cet affront fait à leur peuple et à la cause palestinienne.

Slimane B.

L'AUDIENCE S'EST DÉROULÉE AU PALAIS D'EL MOURADIA

Le Président Tebboune reçoit le ministre saoudien de l'Intérieur

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, à Alger, le ministre de l'Intérieur de l'Arabie saoudite, l'Emir Abdelaziz ben Saoud ben Nayef ben Abdelaziz Al-Saoud, selon un communiqué de la présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence, Abdelaziz Khellaf et du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire Brahim Merad.

STATION ALI BOUMENDJEL DU MÉTRO D'ALGER

L'entrée « Larbi Ben M'hidi » fermée pour travaux

L'entreprise « Métro El Djazaïr », a annoncé dans un communiqué, la fermeture temporaire, pour hier et aujourd'hui, de l'accès au métro de la station Ali Boumendjel, par l'entrée Larbi Ben M'hidi et ce en raison des travaux. Métro El Djazaïr a informé ses voyageurs que l'accès par Larbi Ben M'hidi de la station Ali Boumendjel était temporairement fermé, hier, et aujourd'hui, en raison des travaux. À cet effet, elle a invité les voyageurs à accéder au Métro, par les deux autres points d'accès de ladite station à savoir, du côté de la rue Abane Ramdane et le Théâtre national Mahieddine Bachtarzi, à proximité du marché Bouzrina.

L. Z.

PENSÉE

En ce jour fatidique du 27 décembre 2021, ZERROUKI MOHAMMED avait disparu à jamais, laissant derrière lui un immense vide et une famille inconsolable. En ce douloureux souvenir, nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire et de prier Dieu Tout Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Très cher papa, tu resteras toujours dans nos cœurs. Ta fille Hadjer.



LUTTE CONTRE LA DROGUE

Près de quarante-sept kg de kif et 500 g de cocaïne saisis à Blida

Les agents de la brigade mobile des douanes en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont procédé, lors d'une opération à Blida, à la saisie de près de quarante-sept kg de kif traité et 500 g de cocaïne, indique, hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).

Les agents de la brigade mobile des douanes relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes de Blida (Direction régionale des douanes de Blida), ont procédé, lors d'une opération menée en coordination avec les élé-

ments de l'Armée nationale populaire (ANP), «à la saisie de 46,7 kg de kif traité, 500g de cocaïne, une somme d'argent en dinars et trois véhicules, et à l'arrestation des contrevenants qui ont été présentés devant les juridictions compétentes », précise la même source.

Par ailleurs, les agents de la brigade mobile des douanes relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes de Ghazaouet (direction régionale des Douanes de Tlemcen), ont saisi «1 300 unités de boissons alcoolisées de différentes marques transportées à

bord d'un véhicule touristique», lit-on dans le communiqué.

De leur côté, les agents de la brigade mobile des douanes relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes d'In Guezam (Direction régionale des Douanes de Tamanrasset), et dans le cadre de deux opérations distinctes menées en coordination avec les éléments de l'ANP, ont saisi «14 générateurs électriques, 9 marteaux piqueurs et deux véhicules 4x4, et arrêté 3 individus de nationalités différentes», conclut le communiqué

L. Zeggane

SOUS-RIRE

Grâce à la Chine
Le prix du pétrole en hausse

